

Direction des Statistiques d'Entreprises

E2017/08

La situation du commerce en 2016

(Éd. décembre)

**Rapport établi pour la Commission
des Comptes Commerciaux de la Nation**

Division Commerce

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

E 2017/08

La situation du commerce en 2016 (Édition décembre)

**Rapport établi pour la Commission
des Comptes Commerciaux de la Nation**

Division Commerce

Décembre 2017

*Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.*

Le présent rapport est accessible sur le site de l'INSEE www.insee.fr en cliquant sur les rubriques suivantes:

Statistiques

- thème Secteurs d'activité puis Commerce et collection Documents de travail

Rapport établi pour la réunion de la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation du 21 décembre 2017.

Catherine BOURDEAUX, Elodie LALANDE, Mickaël LE CHAPELAIN, Sonia LE FAUCHEUR, Jacqueline PERRIN-HAYNES et Arnaud ROUSSET à la division « commerce » de l'Insee ont rédigé la vue d'ensemble et les deux premiers chapitres, sous la direction de Sabine BESSIERE, rapporteur de la commission. Le chapitre trois, consacré aux opérations internationales du commerce a été réalisé par Brice EDAN (direction générale des douanes et droits indirects), Jean-Luc CAYSSALS (Banque de France) et Arnaud ROUSSET (Insee).

La situation du commerce en 2016

Résumé :

La situation des secteurs du commerce continue de s'améliorer en 2016.

La vitalité du commerce et de la réparation d'automobiles se renforce (+ 6,6 % en volume). En effet, la reprise des ventes de voitures neuves engagée en 2015 s'amplifie en 2016. Dans le commerce de gros, l'activité accélère dans la plupart des secteurs, et en particulier dans le commerce d'équipements informatiques. Les ventes du commerce de détail continuent d'augmenter en volume, mais à un rythme un peu moins rapide qu'en 2015 (+ 1,5 % après + 2,3 %). La vente à distance reste très dynamique, portée par le e-commerce. Pour la première fois depuis 2011, les ventes en valeur progressent dans les trois grands secteurs du commerce.

Mots-clés :

Commerce, commerce de détail, commerce de gros, commerce et réparation automobile, consommation des ménages, emploi, démographie des entreprises.

The economic situation of trade in 2016

Abstract :

Trade activity continued to improve in 2016. Motor trade sales increased (+6.6% in volume terms). The recovery in new car sales, already observed in 2015, strengthened in 2016. In wholesale trade, activity accelerated in most sectors, particularly in computer trade. Retail sales once again increased in volume terms, but at a slightly slower pace than in 2015 (+1.5% after +2.3%). distance selling and online selling are very dynamic, driven by e-commerce. In value terms, sales rose in the three main trade sectors, for the first time since 2011.

Keywords :

Trade, retail trade, wholesale trade, motor trade, distributive trade, household consumption, business demography, employment.

**Institut national de la statistique
et des études économiques**
Directeur de la publication
Jean-Luc TAVERNIER

© Insee 2017

Direction générale
18, Bd Adolphe Pinard
75675 Paris cedex14
Tél : 01 41 17 50 50
www.insee.fr

LE COMMERCE EN 2016

RAPPORT SUR LES COMPTES

SOMMAIRE

DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ECONOMIE	13
VUE D'ENSEMBLE	15
1 - L'activité reste dynamique dans les secteurs commerciaux mais les prix continuent de baisser	16
1.1 - Commerce de gros : accélération des ventes en volume	16
1.2 - Commerce de détail : les ventes progressent mais moins que ne le suggère la hausse du pouvoir d'achat	18
1.3 - Commerce et réparation d'automobiles : un bilan très positif	20
2 - L'emploi salarié augmente dans les secteurs commerciaux	25
3 - La marge commerciale progresse en 2015 dans le commerce de détail	26
CHAPITRE I : ECLAIRAGES SECTORIELS	29
1 - Commerce de gros	29
1.1 – Accélération soutenue des ventes en 2016	29
1.2 - La clientèle intérieure du commerce de gros : principalement des industriels et des détaillants	30
1.3 - Commerce de gros à l'international en 2015 : 18 % des ventes exportées et 30 % d'achats importés	31
2 - Commerce de détail	33
2.1 - les ventes au détail sont tirées par le commerce non alimentaire	33
2.2 - L'activité du grand commerce non alimentaire spécialisé reste dynamique	36
2.3 - L'équipement commercial du commerce de détail : 9 entreprises sur 10 n'ont qu'un seul magasin	37
2.4 - L'équipement commercial dans le grand commerce non alimentaire spécialisé	39
3 - Commerce et réparation d'automobiles	40
CHAPITRE II : EMPLOI ET SALAIRES	43
1 - La croissance de l'emploi salarié du commerce se poursuit début 2017	44
2 - Le commerce intensifie son recours à l'intérim en 2016 et début 2017	45
3 - En 2015, près de 60 % des salariés du grand commerce travaillent dans l'habillement-chaussures et l'équipement du foyer	46
CHAPITRE III : LES OPÉRATIONS INTERNATIONALES	49
1 - Stabilité du déficit extérieur des sociétés commerciales en 2016	49
1.1 - Baisse des importations du commerce de gros après quatre années de hausse	50
1.2 - Aggravation du déficit commercial pour le secteur du commerce et réparation d'automobiles	53
1.3 - Ralentissement des échanges dans le commerce de détail	54
2 - La position nette créditrice du commerce se renforce en 2016	55
2.1 - Moyennement internationalisé, le secteur du commerce doit sa position créditrice au commerce de détail	56
2.2 - Huit groupes investisseurs concentrent 70 % des investissements du secteur du commerce à l'étranger	57
2.3 - Les pays de l'Union européenne sont les principaux partenaires	58
2.4 - L'origine ultime des investissements directs étrangers modifie la hiérarchie des pays investisseurs en France	60
3 - Les groupes étrangers réalisent un quart du chiffre d'affaires des sociétés commerciales	61
3.1 - La part des groupes étrangers est plus forte dans le commerce de gros	61
3.2 - Les groupes européens contrôlent plus des trois quarts de l'activité des filiales commerciales des groupes étrangers	62
ANNEXE – MÉTHODE	64
Les investissements directs à l'étranger	64

TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRÉS

DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ECONOMIE	13
VUE D'ENSEMBLE	15
Graphique 1 : Ventes du commerce, évolutions en volume et en valeur (en %)	15
Graphique 2 : Ventes du commerce en volume et en valeur	16
Graphique 3 : Ventes de marchandises du commerce de gros, évolutions en 2015 et 2016.....	16
Graphique 4 : Ventes du commerce de gros hors intermédiaires, contributions à l'évolution en volume (en points).....	17
Graphique 5 : Ventes du commerce de détail et de l'artisanat commercial T.T.C.	19
Graphique 6 : Ventes du commerce de détail, contributions à l'évolution en volume	19
Graphique 7 : Ventes du commerce et réparation d'automobiles T.T.C.	20
Graphique 8 : Ventes du commerce et réparation d'automobiles, contributions à l'évolution en volume (en points).....	21
Encadré 1 : Tendances 2017 : l'activité accélère dans le commerce de gros et reste bien orientée dans le commerce de détail et le commerce et la réparation d'automobiles.....	22
Graphiques 9 et 10 : Indices de chiffre d'affaires en volume du commerce de détail.....	22
Graphique 11 : Indices de chiffre d'affaires en volume du commerce et de la réparation d'automobiles ...	23
Graphique 12 : Perspectives générales d'activité dans le commerce de détail et le commerce et la réparation d'automobiles	23
Graphiques 13 et 14 : Indices de chiffre d'affaires en volume du commerce de gros	24
Graphique 15 : Perspectives générales d'activité dans le commerce de gros	25
Graphique 16 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce (indice 100 au 1 ^{er} trimestre 1994)	25
Tableau 1 : Comptes des secteurs commerciaux en 2015	26
Graphique 17 : Taux de marge commerciale (en %).....	27
Graphique 18 : Part des consommations intermédiaires dans la production (en %)	27
CHAPITRE I : ECLAIRAGES SECTORIELS	29
Tableau 1 : Ventes de marchandises du commerce de gros H.T	29
Encadré 1 : Principes d'évaluation et révision des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros.....	30
Graphique 1 : Clientèle intérieure du commerce de gros en 2015	31
Tableau 2 : Part des exportations et importations et poids des entreprises exportatrices et importatrices (en %)	32
Encadré 2 : Évaluation et révisions des ventes au détail.....	33
Tableau 3 : Ventes du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial T.T.C.....	34
Encadré 3 : Passage de la consommation commercialisable des ménages au chiffre d'affaires du commerce de détail et du commerce et réparation d'automobiles en 2016 (milliards d'euros TTC).....	35
Encadré 4 : Définition du grand commerce non alimentaire spécialisé	36
Graphique 2 : Part du chiffre d'affaires H.T. du « grand commerce au sens large » dans l'ensemble du commerce non alimentaire, par secteur, en 2011 et 2016 (en %).....	36
Tableau 4 : Chiffre d'affaires H.T du grand commerce et de l'ensemble du commerce non alimentaire spécialisé.....	37
Tableau 5 : Répartition des magasins des entreprises du commerce de détail et de l'artisanat commercial par tranche de surface	37
Graphique 3 : Répartition des magasins par taille et secteur d'activité en 2015 (en %).....	38
Graphique 4 : Poids des entreprises ne possédant qu'un seul magasin en 2015 (en % du chiffre d'affaires)	38
Graphique 5 : Nombre moyen de magasins par entreprise dans le grand commerce et dans l'ensemble du commerce en 2015.....	39
Tableau 6 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles	40
Encadré 5 : Révisions des ventes au détail du commerce et réparation d'automobiles.....	41
CHAPITRE II : EMPLOI ET SALAIRES	43
Graphique 1 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce (base 100 au 1 ^{er} trimestre 1994)	43
Tableau 1 : Effectifs salariés hors intérim au 31/12 et 30/06 (en milliers) et part (en %).....	44
Tableau 2 : Effectifs salariés hors intérim, variation en glissement annuel au 31/12 (en % et milliers)	44
Tableau 3 : Nombre d'intérimaires au 31/12 et 30/06 (en milliers) et part (en %)	45
Graphique 2 : Effectif intérimaire trimestriel dans le commerce (base 100 au 1 ^{er} trimestre 2003)	45
Tableau 4 : Nombre d'intérimaires, variation en glissement annuel au 31/12 (en % et milliers)	46

Graphique 3 : Part des salariés des secteurs du commerce non alimentaire spécialisé travaillant dans le grand commerce au sens large en 2015 (en %)	46
Graphique 4 : Répartition des salariés du grand commerce au sens large selon le secteur d'activité au 31/12/2015	47
CHAPITRE III : LES OPÉRATIONS INTERNATIONALES	49
Graphique 1 : Évolution des échanges du secteur du commerce (en Mds€)	49
Tableau 1 : Évolution des échanges de la France et du secteur du commerce (en %)	50
Tableau 2 : Évolution des échanges du commerce par sous-secteur (en %)	50
Tableau 3 : Évolution des échanges du commerce de gros par produit (en %)	51
Tableau 4 : Évolution des échanges du commerce de gros par zone géographique (en %)	51
Encadré 6 : Le commerce de gros, une grande diversité des acteurs à l'exportation comme à l'importation	52
Tableau 5 : Évolution des échanges du commerce et réparation d'automobiles par produit (en %)	53
Tableau 6 : Évolution des échanges du commerce et réparation d'automobiles par zone géographique (en %)	54
Tableau 7 : Évolution des échanges du commerce de détail par produit (en %)	54
Tableau 8 : Évolution des échanges du commerce de détail par zone géographique (en %)	54
Graphique 2 : Évolution des stocks d'investissements directs français des secteurs du commerce depuis 2006	55
Tableau 9 : Position nette de la France en investissements directs par secteur d'activité (en valeur mixte)	56
Tableau 10 : Position nette de la France en investissements directs du commerce	56
Graphique 3 : Evolution de la composition sectorielle du stock d'investissements directs français à l'étranger des entreprises commerciales	57
Graphique 4 : Evolution de la composition sectorielle du stock d'investissements directs étrangers dans des entreprises commerciales résidentes	58
Tableau 11 : Stocks d'investissements directs à l'étranger des entreprises commerciales résidentes (en valeur mixte), par pays de destination (premier pays de contrepartie)	59
Tableau 12 : Stocks d'investissements directs à l'étranger des entreprises commerciales résidentes (en valeur mixte), par pays d'origine (premier pays de contrepartie)	59
Tableau 13 : Stocks d'investissements directs à l'étranger des entreprises commerciales résidentes (en valeur mixte), par pays d'origine (pays de l'investisseur ultime)	60
Graphique 5 : part du chiffre d'affaires des filiales en France de groupes étrangers en 2015, selon le secteur d'activité (en %)	61
Graphique 6 : Répartition du chiffre d'affaires des filiales commerciales des groupes étrangers par zone géographique d'origine du groupe en 2015 (en %)	62
Graphique 7 : Répartition du chiffre d'affaires des filiales commerciales des groupes étrangers par nationalité d'origine du groupe en 2015 (en %)	63
ANNEXE – MÉTHODE	64

Introduction

Le compte spécialisé du commerce est présenté deux fois par an à la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation (CCCN). Il s'insère dans le dispositif d'ensemble des comptes nationaux français, grâce à des concepts et des définitions similaires et en s'articulant sur ses agrégats.

Dans ce rapport, les résultats définitifs de l'année 2015 sont issus des statistiques structurelles d'entreprises (dispositif Esane). Les résultats de 2016 ont été obtenus à partir des indices de chiffres d'affaires calculés par l'Insee. En régime permanent, le calendrier de publication des comptes commerciaux est tributaire de la mise à disposition des différentes sources d'informations, notamment des données statistiques d'entreprises, sur lesquelles les comptes s'appuient.

Pour les **comptes relatifs à l'année n , le calendrier est le suivant** :

- Les ventes des secteurs commerciaux, présentées à la commission de **juin de l'année $n+1$** , fournissent les premières informations sur les comptes sectoriels de l'année n . Ces données sont dites **provisoires**, car les ventes de n sont élaborées en faisant évoluer celles de $n-1$ à partir des indices de chiffres d'affaires mensuels (déclarations mensuelles CA3 pour le paiement de la TVA), et en utilisant les premières estimations de la consommation finale des ménages évaluées par les comptables nationaux.
- En **décembre $n+1$** , ces résultats provisoires sont susceptibles d'être révisés, en fonction des informations statistiques collectées entre juin et décembre ; en particulier, les comptes sectoriels de l'année $n-1$ sont en principe arrêtés en décembre $n+1$ (cf. infra), de sorte que l'évolution « provisoire » fondée sur les CA3 et appliquée au niveau $n-1$, peut être affinée par la prise en compte du niveau $n-1$ définitif.
- En **juin ou juillet $n+2$** , les évaluations des ventes de l'année n sont légèrement révisées et deviennent **semi-définitives**.
- En **décembre $n+2$** sont arrêtés les comptes **définitifs** ; ceux-ci s'appuient sur une exploitation des statistiques structurelles d'entreprises (Esane), permettant d'affiner les résultats fournis en juin.

En outre, comparé à la publication de juillet, ce rapport est enrichi de **nouvelles parties** :

- un encadré sur les premières tendances d'activité en 2017 (pages 22-25)
- un éclairage sur les comptes de secteurs en 2015 (pages 26-27)
- une analyse des clients du commerce de gros et de l'ouverture au marché extérieur des grossistes en 2015 (pages 30-32)
- une description de l'équipement commercial en 2015 (pages 37-39)
- des informations sur l'emploi dans le grand commerce (pages 46 et 47)
- un chapitre sur les opérations internationales du commerce (échanges extérieurs, investissements directs et filiales commerciales de groupes étrangers) (pages 49-63)

Ne sont pas repris dans ce rapport le chapitre sur la démographie d'entreprises, les parties sur l'équipement en grandes surfaces, les parts de marché par forme de vente, l'emploi non salarié, la structure de l'emploi, les salaires et la quasi totalité des annexes méthodologiques.

Le rapport est complété par des séries téléchargeables sur le site internet, reprenant certains tableaux de la publication sur une plus longue période.

DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ÉCONOMIE

Sauf mention contraire, l'artisanat commercial est compté avec le commerce

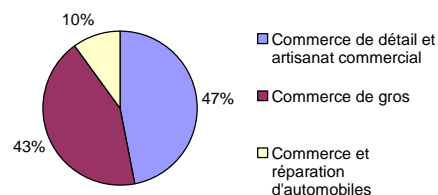
Valeur ajoutée en 2015

	en milliards d'euros	
	Commerce	Part dans l'économie (1)
Valeur ajoutée	198,1	10,1 %

(1) La part dans l'économie correspond ici à la part dans la VA totale.

Source : Insee, comptes nationaux, comptes du commerce

Répartition de la valeur ajoutée en 2015



Source : Insee, comptes du commerce

Chiffre d'affaires H.T. des secteurs commerciaux

	en milliards d'euros		
	2014	2015	2016p
Commerce de gros	787,2	783,3	786,3
Com. détail, artis. com.	461,7	468,8	477,2
Commerce, répar. auto.	157,1	167,1	179,5
Ensemble commerce	1 406,0	1 419,2	1 443,0

p : provisoire

Source : Insee, comptes du commerce

Dans le tableau de synthèse ci-contre, l'activité est mesurée par le chiffre d'affaires hors taxe des secteurs définis par leur activité principale (APE). Dans le reste du rapport, on mesure l'activité par les ventes de marchandises (VM), excluant la plupart des services commerciaux. Pour le commerce de gros, il s'agit de VM hors taxes. Pour le commerce de détail et automobile, les VM sont présentées par type de magasin (formes de ventes), toutes taxes comprises et intègrent une partie des ventes de services (commissions) pour assurer la cohérence avec la consommation des ménages.

Emploi au 31/12 dans les secteurs du commerce

	en milliers		
Hors artisanat commercial	2014	2015	2016 p
Effectif salarié	3 070	3 096	3 119
Effectif non salarié	442	nd	nd

Source : Insee - estimations d'emploi

Taux de marge commerciale

(rapport entre la marge commerciale et les ventes de marchandises)

Hors artisanat commercial	2015
Commerce de gros	19,5 %
Commerce de détail	29,4 %
Commerce, répar. auto.	13,1 %

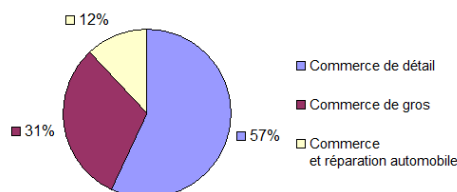
Source : Insee, comptes du commerce

Eff. salarié au 31/12 dans les secteurs du commerce

Hors artisanat commercial	2016 (p) en milliers	Part dans secteurs principalement marchands
Commerce de gros	961	6,1 %
Commerce de détail	1 785	11,3 %
Commerce, répar. auto.	373	2,4 %
Ensemble commerce	3 119	19,7 %

Source : Insee - estimations d'emploi

Répartition de l'emploi salarié du commerce en 2016



Source : Insee - estimations d'emploi

Démographie des entreprises (unités légales) en 2016

	Commerce	Ensemble de l'économie (*)	Part du commerce
Nombre d'entreprises (en milliers)	885	4 365	20,3 %
Nombre de créations (en milliers)	99	554	17,9 %
Nombre de créations hors micro-entrepreneurs (en milliers)	72	331	21,8 %
Taux de création (en %)	11,2 %	12,7 %	///
Taux de création hors micro-entrepreneurs (en %)	8,1 %	7,6 %	///
Nombre de défaillances hors artisanat commercial (en milliers)	12	58	20,7 %

(*) Ensemble des activités marchandes hors agriculture

Sources : Sirene, Banque de France

Les données présentées dans tout le rapport concernent les entreprises (unités légales) des secteurs du commerce. Elles portent sur la dernière année disponible dans les statistiques de l'Insee. Elles sont présentées dans la base 2010 des comptes nationaux et en nomenclature Naf rév.2 (p) = résultat provisoire, susceptible d'être révisé, (sd) = résultat semi-définitif, susceptible d'être révisé.

VUE D'ENSEMBLE

En 2016, la situation des secteurs commerciaux continue de s'améliorer, tirant profit du regain de demande intérieure. En moyenne sur l'année, la consommation des ménages accélère nettement (+ 2,1 % après + 1,3 % en 2015) en ligne avec leur pouvoir d'achat. L'investissement des entreprises accélère également (+ 3,4 % après + 2,9 % en 2015). En revanche, les exportations ralentissent nettement.

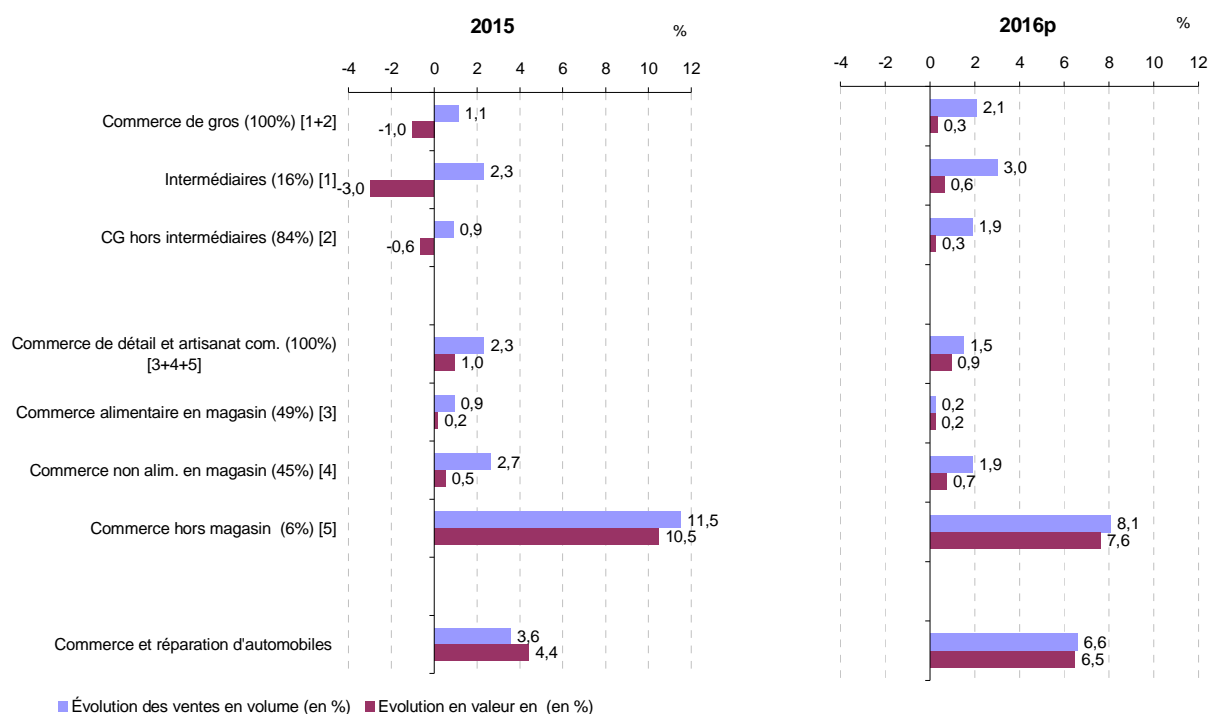
L'année 2016 est particulièrement favorable au **commerce et à la réparation automobile**, dont l'activité accélère franchement (+ 6,6 % après + 3,3 %). Elle avait retrouvé le chemin de la croissance en 2015 après plusieurs années difficiles. Les achats de voitures neuves progressent fortement en France, comme dans l'ensemble des autres pays européens.

Les ventes **du commerce de détail** ralentissent en volume (+ 1,5 % après + 2,3 %). En particulier, les grandes surfaces alimentaires et les grands magasins subissent un ralentissement marqué de leur activité. En valeur, les ventes au détail augmentent au même rythme que l'an passé, les prix des produits vendus au détail continuant de se replier mais moins fortement.

Dans le **commerce de gros**, les ventes en volume accélèrent dans la majorité des secteurs. La croissance de l'activité des **intermédiaires** s'amplifie encore en 2016. Comme en 2015, les ventes en gros de **biens d'équipement** profitent de l'accélération de l'investissement des entreprises. En revanche, les ventes du **commerce de produits agricoles bruts** baissent fortement en volume et plus encore en valeur. Les prix des marchandises vendues en gros continuent de diminuer.

Dans ce contexte de croissance, en 2016, l'emploi salarié augmente au même rythme qu'en 2015 dans les secteurs du commerce, comme dans l'ensemble des secteurs principalement marchands.

Graphique 1 : Ventes du commerce, évolutions en volume et en valeur (en %)



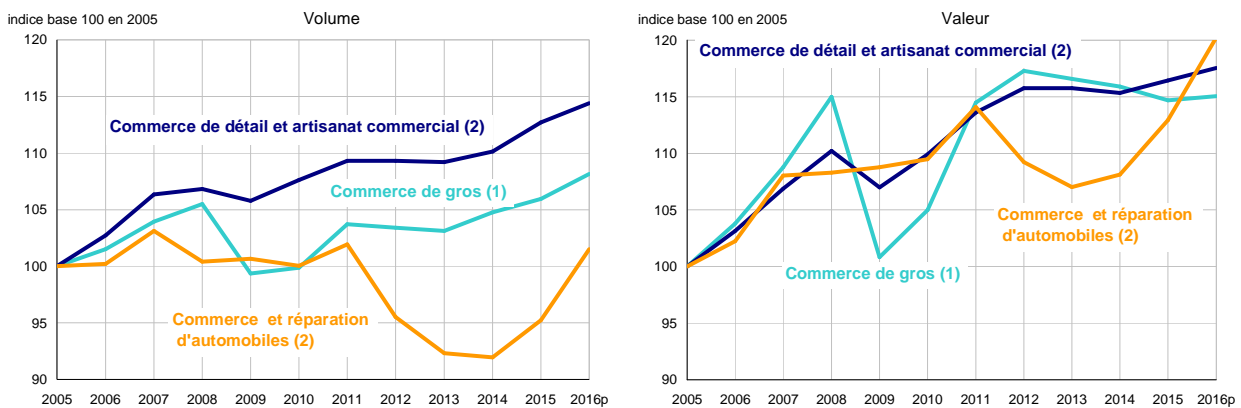
(p) provisoire.

Source : Insee-Comptes du commerce

1 - L'activité reste dynamique dans les secteurs commerciaux mais les prix continuent de baisser

En 2016, dans le commerce de gros et des intermédiaires du commerce, les ventes s'élèvent à 729 milliards d'euros, dont 609 milliards pour le seul commerce de gros. Les ventes augmentent en volume de 2,1 %. Les prix des marchandises vendues en gros restent orientés à la baisse. Les ventes du commerce de détail et de l'artisanat commercial (boulangeries, pâtisseries, charcuteries) atteignent 502 milliards d'euros, toutes taxes comprises. Elles progressent de 1,5 % en volume et de 0,9 % en valeur. Enfin, les ventes du commerce et de la réparation d'automobiles s'élèvent à 116 milliards d'euros, avec une croissance très soutenue (+ 6,6 %) en volume. Le « commerce et la réparation d'automobiles » se distinguait des deux autres secteurs du commerce par des prix orientés à la hausse en 2015 et en 2014, ils diminuent très légèrement en 2016.

Graphique 2 : Ventes du commerce en volume et en valeur



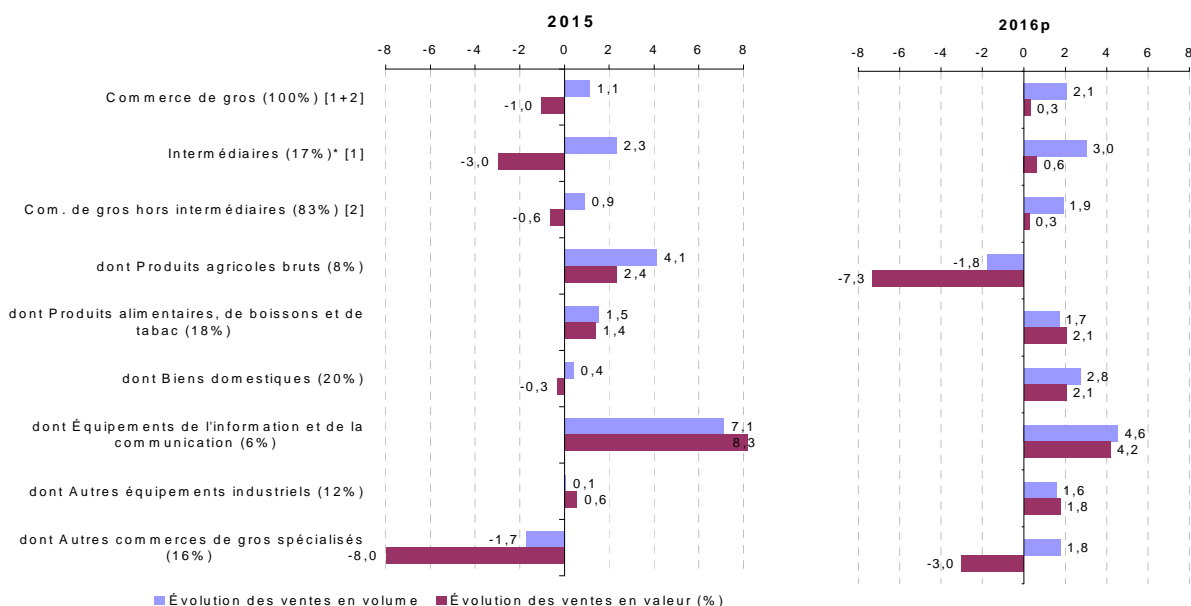
Source : Insee-Comptes du commerce

(1) Ventes HT par secteur d'entreprise (2) Ventes TTC par forme de vente (secteur d'établissement) (p) provisoire (sd) semi-définitif

1.1 - Commerce de gros : accélération des ventes en volume

Amorcé les deux années passées, le redémarrage de l'activité se confirme en 2016 pour le commerce de gros : en volume, les ventes accélèrent (+ 2,1 % après + 1,1 %). Elles augmentent néanmoins peu en valeur (+ 0,3 %) en raison de la baisse des prix persistante.

Graphique 3 : Ventes de marchandises du commerce de gros, évolutions en 2015 et 2016



(p) provisoire. Les évolutions du commerce de gros non spécialisé ne sont pas retracées dans le graphique, il représente 2 % des ventes et présente des évolutions très erratiques.

Source : Insee-Comptes du commerce

Les **intermédiaires** ont une activité plus dynamique que les autres grossistes, avec une progression de leurs ventes de 3,0 % en volume.

Les ventes des **grossistes en produits domestiques** accélèrent nettement, bénéficiant de la hausse de la consommation des ménages.

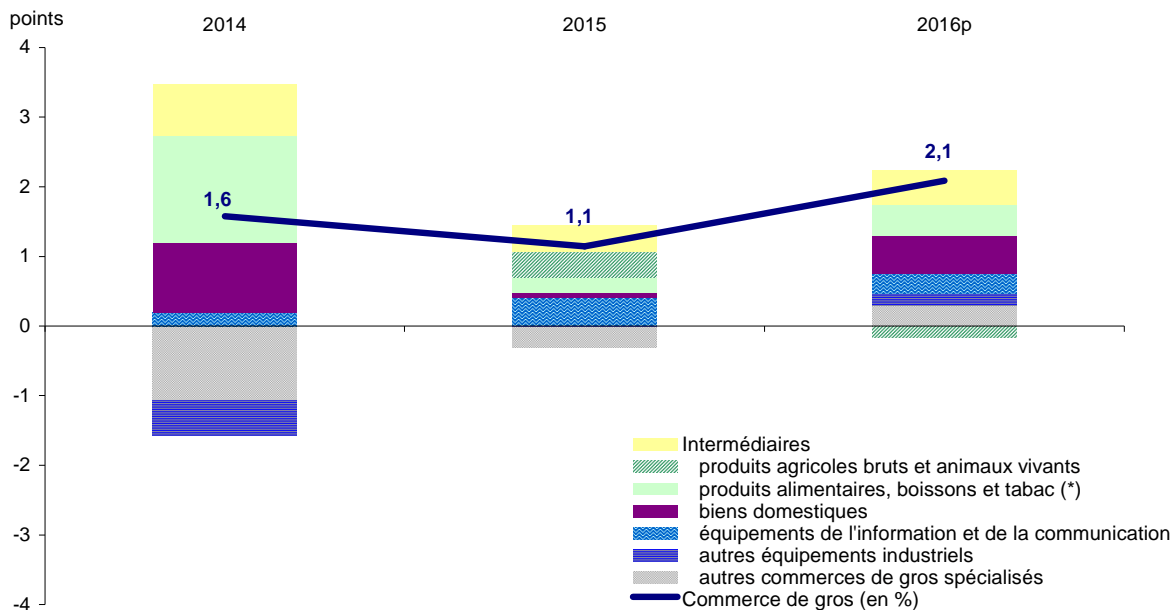
Les ventes de **produits alimentaires** accélèrent très légèrement (+ 1,7 % après + 1,5 %), tirées par les ventes de produits laitiers et matières grasses et de boissons. Les prix des fruits, des légumes et du vin vendus en gros se redressent en 2016 en raison de conditions climatiques défavorables, alors que ceux du lait sont en repli, en raison d'une offre très abondante.

L'activité du **commerce de gros de matériel informatique et de communication** ralentit mais reste très dynamique. Cependant, les ventes en valeur subissent un ralentissement plus marqué après le fort rebond de 2015 car les prix des matériels diminuent. Les grossistes en **autres équipements industriels** profitent en 2016 de l'accélération des investissements des entreprises.

Les ventes en volume des **autres grossistes spécialisés** repartent à la hausse en 2016. Les ventes de matériaux de construction sont favorisées par la reprise des mises en chantiers de logements neufs alors que les ventes de combustibles se replient en raison de températures hivernales particulièrement douces. En valeur, les ventes des autres grossistes spécialisés continuent de reculer ; la baisse des prix subsiste mais s'atténue.

L'activité se replie fortement pour les **grossistes en produits agricoles bruts et animaux vivants** (- 1,8 % en volume après + 4,1 %). De plus, la baisse des prix des produits agricoles bruts s'accroît en 2016 (- 5,5 % après - 1,7 %). En effet les prix des céréales baissent fortement en raison de l'abondance de l'offre mondiale. De même, les prix des animaux vivants baissent fortement, en partie en raison du surcroît d'abattage de vaches laitières en Europe.

Graphique 4 : Ventes du commerce de gros hors intermédiaires, contributions à l'évolution en volume (en points)



(*) Le commerce de gros non spécialisé a été inclus avec les produits alimentaires, boissons et tabac pour le calcul des contributions.

(**) Pour des raisons d'arrondi, la somme des contributions peut différer légèrement de leur total arrondi.

(p) provisoire

Source : Insee - Comptes du Commerce.

1.2 - Commerce de détail : les ventes progressent mais moins que ne le suggère la hausse du pouvoir d'achat

Les ventes au détail décélèrent en volume (+ 1,5 % après + 2,3 %) malgré l'accélération du pouvoir d'achat (+ 1,8 % après + 0,8 %). Elles pâtiennent du poids croissant des dépenses contraintes (loyers, énergie). En outre, les ménages ont davantage accru leurs dépenses automobiles.

Les prix des marchandises vendues au détail diminuent pour la troisième année consécutive mais de manière beaucoup plus ténue qu'en 2014 et 2015 (- 0,6 % après - 1,3 % en 2015). Les prix des produits non alimentaires restent entraînés à la baisse par ceux des combustibles, alors que les prix alimentaires accélèrent.

Le commerce hors magasin¹ connaît une progression en volume très marquée en 2016 comme en 2015 (+ 8,1 % après + 11,5 %), sous l'effet du développement de la vente à distance. Comme les années précédentes, la situation des magasins non alimentaires est plus favorable que celle des magasins à dominante alimentaire.

- **Commerce alimentaire** : l'alimentaire spécialisé est très dynamique

L'activité des grandes surfaces, qui représentent les deux tiers des ventes de produits alimentaires, est en berne. Les hypermarchés comme les supermarchés voient leurs ventes reculer. Dans ces deux types de magasins, l'érosion des ventes de produits non alimentaires se poursuit. Mais les ventes de produits alimentaires sont plus dynamiques dans les très grandes surfaces que dans les supermarchés, d'après l'enquête mensuelle sur l'activité des grandes surfaces (Emagsa).

A l'opposé des grandes surfaces, l'alimentaire spécialisé affiche un grand dynamisme, qui se renforce encore en 2016 : les ventes du commerce alimentaire spécialisé et de l'artisanat commercial accélèrent en volume (+ 4,6 % après + 3,5 %). Les ventes des petites surfaces généralistes (supérettes et alimentations générales) sont également en hausse de 2,8 % après un coup d'arrêt en 2015 (- 0,6 %).

Alors que les ventes de viandes se replient, celles de fruits et de légumes augmentent en volume en 2016, malgré une hausse des prix.

- **Commerce non alimentaire** : forts contrastes selon les secteurs

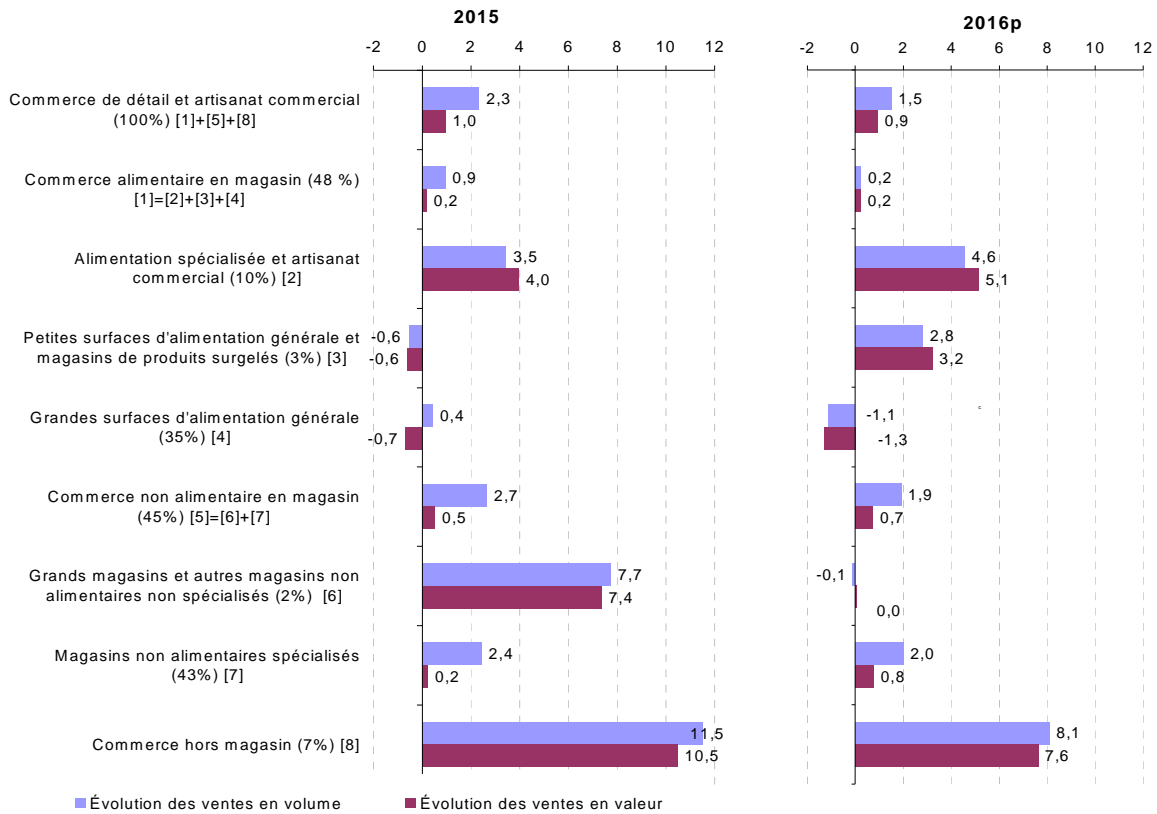
Dans son ensemble le commerce non alimentaire est bien orienté, mais les disparités entre secteurs s'accroissent en 2016. L'équipement du foyer, dont les ventes peinaient à décoller depuis la crise, confirme sa reprise engagée en 2015. Les ventes du commerce d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé rebondissent en volume, après un ralentissement en 2015 (+ 6,6 % après + 0,2 %). Les ventes des stations-services sont quasi stables en volume, elles diminuent en valeur en raison d'un nouveau recul des prix des carburants. L'activité des magasins spécialisés en équipements de la personne (habillement-chaussures, optique, parfumerie...), globalement en expansion depuis 2010, s'essouffle en 2016. L'année 2016 est très difficile pour les grands magasins, qui souffriraient d'une baisse de fréquentation en particulier de la clientèle étrangère.

L'activité du grand commerce ralentit en 2016². Elle diminue même dans l'équipement de la personne alors que l'activité continue de progresser pour les petites entreprises du secteur. Alors que la croissance des dépenses non alimentaires profitait surtout au grand commerce les années précédentes, en 2016 les ventes du grand commerce progressent à un rythme proche de celui de l'ensemble du commerce non alimentaire. Aussi, la part de marché du grand commerce stagne en 2016 après avoir progressé continûment de 2011 à 2015. Le grand commerce non alimentaire spécialisé génère plus de la moitié de l'activité des secteurs du commerce non alimentaire. Le poids du grand commerce est important dans les secteurs de l'information et de la communication (69 % du chiffre d'affaires), des autres équipements du foyer (63 %), de l'habillement-chaussures (58 %) et des biens culturels et de loisirs (48 %).

¹ De manière concertée avec Eurostat et les instituts nationaux de statistique concernés, l'Insee a révisé les données dans le secteur du commerce de détail. Depuis l'été 2017, les données du secteur de vente à distance et les données des secteurs plus agrégés correspondants sont révisés pour prendre en compte des opérations de restructuration d'un grand groupe multinational. Ce groupe réalisait déjà des ventes en France, mais celles-ci étaient jusqu'alors comptabilisées dans le pays où se trouvait son siège européen. Les retraitements sur ce groupe conduisent à réintégrer depuis août 2015 les ventes effectuées par ses succursales en France et induisent une révision à la hausse des ventes dans le commerce de détail à partir de cette date.

² voir chapitre II page 36 pour la définition du grand commerce

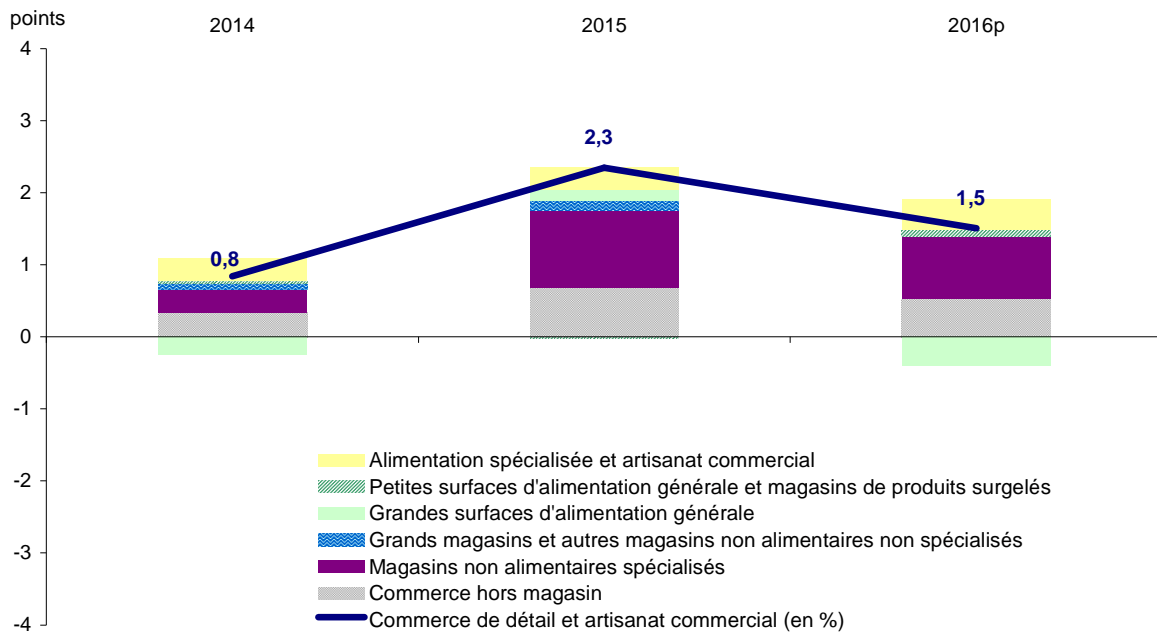
Graphique 5 : Ventes du commerce de détail et de l'artisanat commercial T.T.C.



(p) provisoire

Source : Insee – Comptes du commerce

Graphique 6 : Ventes du commerce de détail, contributions à l'évolution en volume



Source : Insee – Comptes du commerce

1.3 - Commerce et réparation d'automobiles : un bilan très positif

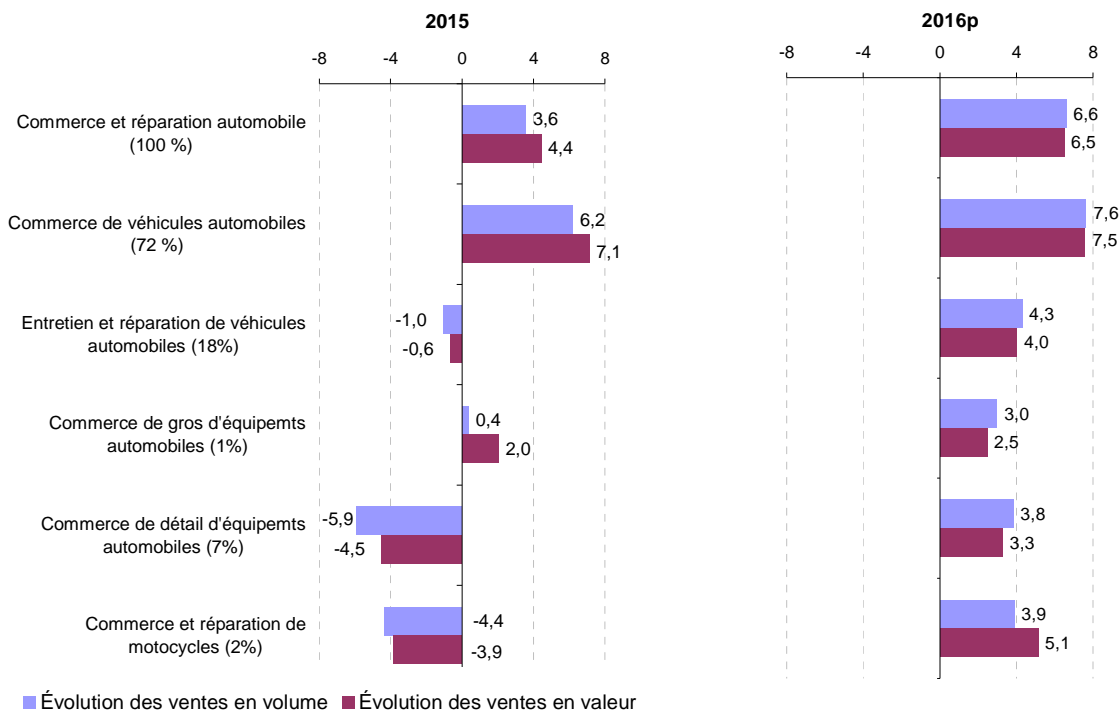
La situation du commerce et de la réparation d'automobiles s'améliore nettement en 2016 en France comme dans l'ensemble des pays européens. En 2016, les ventes du commerce et de la réparation d'automobiles augmentent en valeur de 6,5 % pour atteindre 116 milliards d'euros. Alors qu'ils progressaient en 2014 et en 2015, les prix diminuent très légèrement en 2016, tirés à la baisse par les équipements automobiles et les véhicules, et à la hausse par l'entretien-réparation, où le coût de la main d'œuvre est prépondérant.

Comme en 2015, le dynamisme de l'activité est essentiellement imputable aux ventes du commerce automobile qui contribue pour 5,4 points à la croissance d'ensemble du secteur. Les immatriculations de véhicules utilitaires légers bondissent (+ 8,1 % en moyenne annuelle) tandis que celles de voitures particulières neuves continuent d'augmenter (+ 5,2 %)³, après avoir déjà crû fortement en 2015 (+ 6,8 %). Les ventes sont particulièrement bien orientées sur le segment des véhicules de gamme supérieure et les véhicules de luxe⁴. Les véhicules diesels restent majoritaires dans les ventes mais leur part recule assez nettement en 2016. Comme en 2015, les constructeurs de groupes étrangers tirent davantage parti de la progression des ventes de voitures particulières neuves, leur part de marché atteint 46,5 % (+ 0,7 point).

Contrairement à 2015, les autres secteurs du commerce et de la réparation d'automobiles sont dynamiques. En effet, les ventes d'entretien-réparation augmentent en volume après le recul marqué de 2015. Les ventes du commerce de détail d'équipements automobiles sont également en hausse.

Les ventes de motocycles progressent fortement. Les consommateurs anticipent en effet la mise en place d'une réglementation plus contraignante sur les émissions de CO₂ au 1^{er} janvier 2017. Les immatriculations de motocycles progressent de 5,3 % en moyenne annuelle, avec un pic en fin d'année : les immatriculations de décembre 2016 sont 1,7 fois plus élevées que celles enregistrées en décembre 2015.

Graphique 7 : Ventes du commerce et réparation d'automobiles T.T.C.

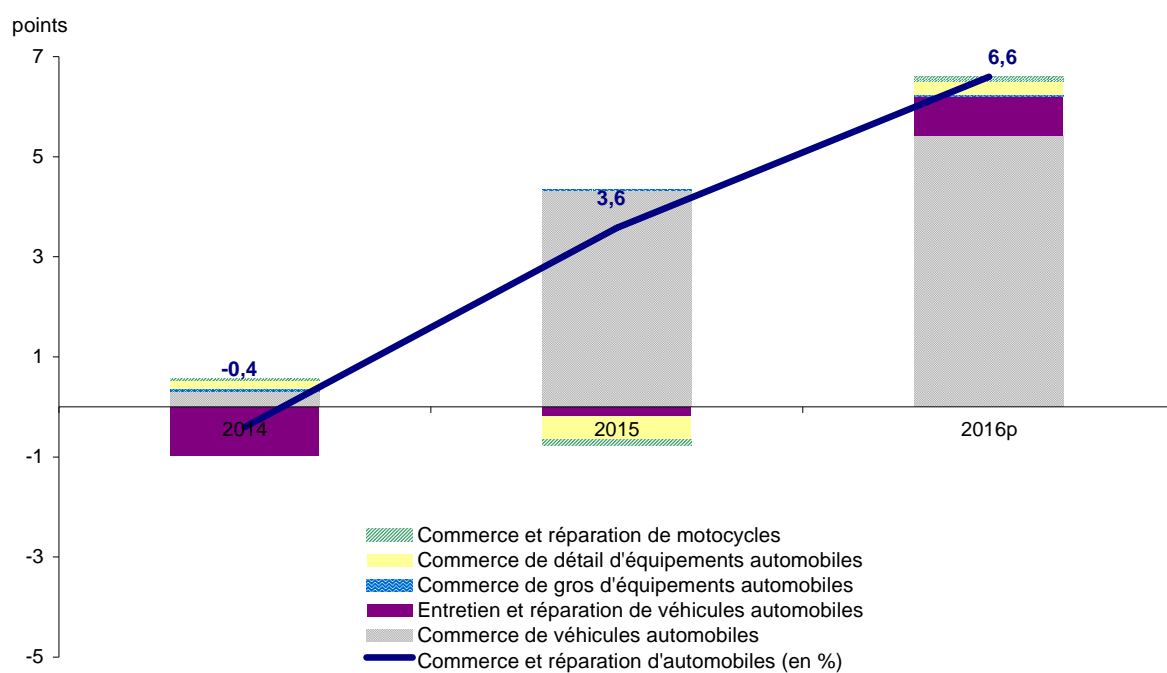


(p) provisoire
Source : Insee - Comptes du commerce

³ selon le service de la donnée et des études statistiques (Sdes) du ministère de la transition écologique et solidaire

⁴ CCFA, comité des constructeurs français d'automobiles

Graphique 8 : Ventes du commerce et réparation d'automobiles, contributions à l'évolution en volume (en points)



(p) provisoire

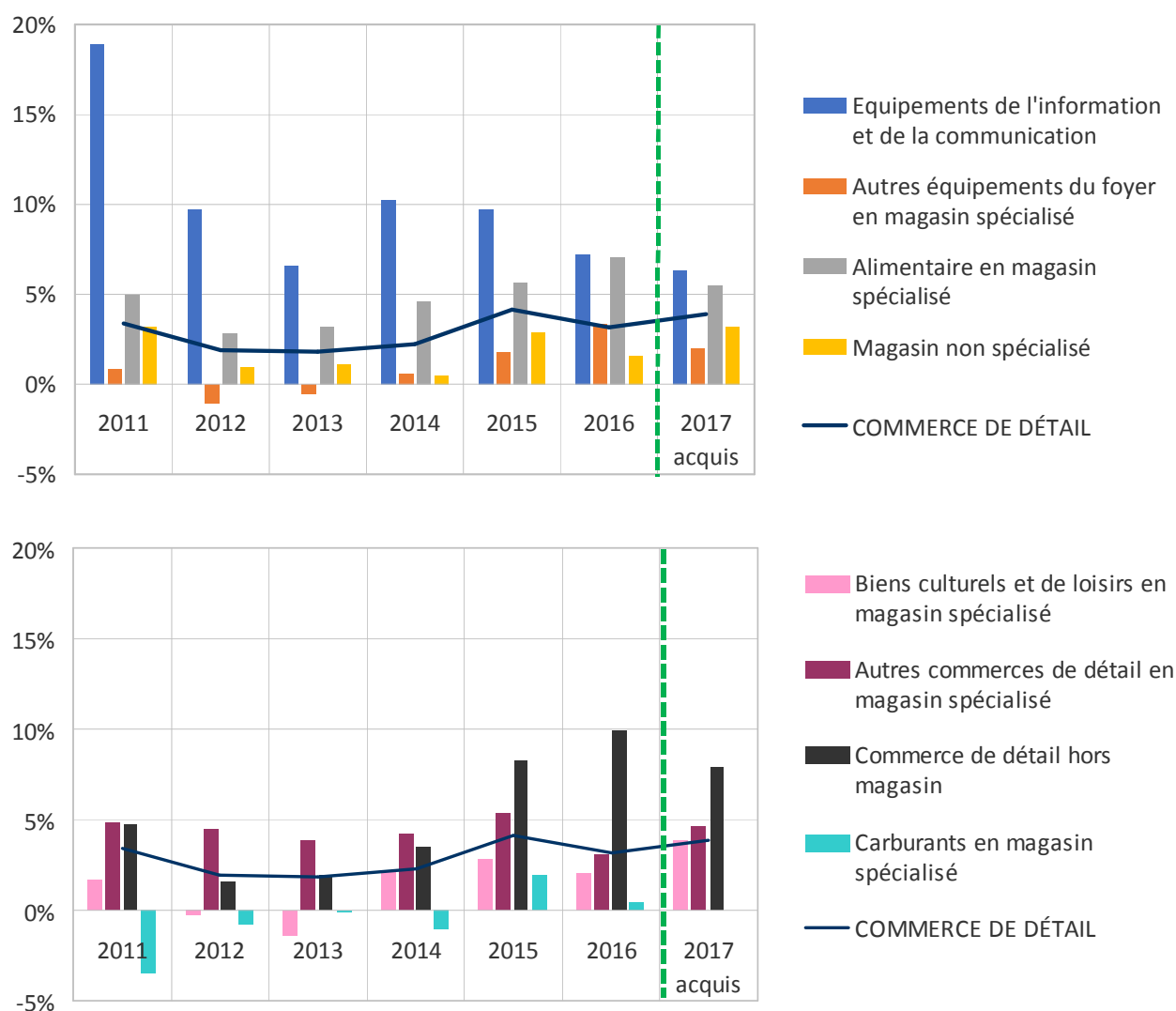
Source : Insee - Comptes du commerce

Encadré 1 : Tendances 2017 : l'activité accélère dans le commerce de gros et reste bien orientée dans le commerce de détail et le commerce et la réparation d'automobiles

En 2017, l'activité des détaillants continuerait de croître, selon les indicateurs conjoncturels d'activité des trois premiers trimestres. Si les tendances se confirment, l'activité du commerce hors magasin accélérerait particulièrement en 2017 après une année 2016 déjà très dynamique⁵. Les équipements du foyer en magasin spécialisé confirmeraient la reprise engagée en 2015, tandis que l'alimentaire spécialisé, dont l'activité est globalement en expansion depuis 2010, conserverait également un fort dynamisme. En outre, le secteur des biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé accélérerait en 2017 après un léger ralentissement en 2016.

Le chiffre d'affaires du commerce de détail de carburants serait le seul à stagner en volume, alors qu'il augmenterait en valeur en raison d'une forte hausse des prix sur l'année 2017.

Graphiques 9 et 10 : Indices de chiffre d'affaires en volume du commerce de détail

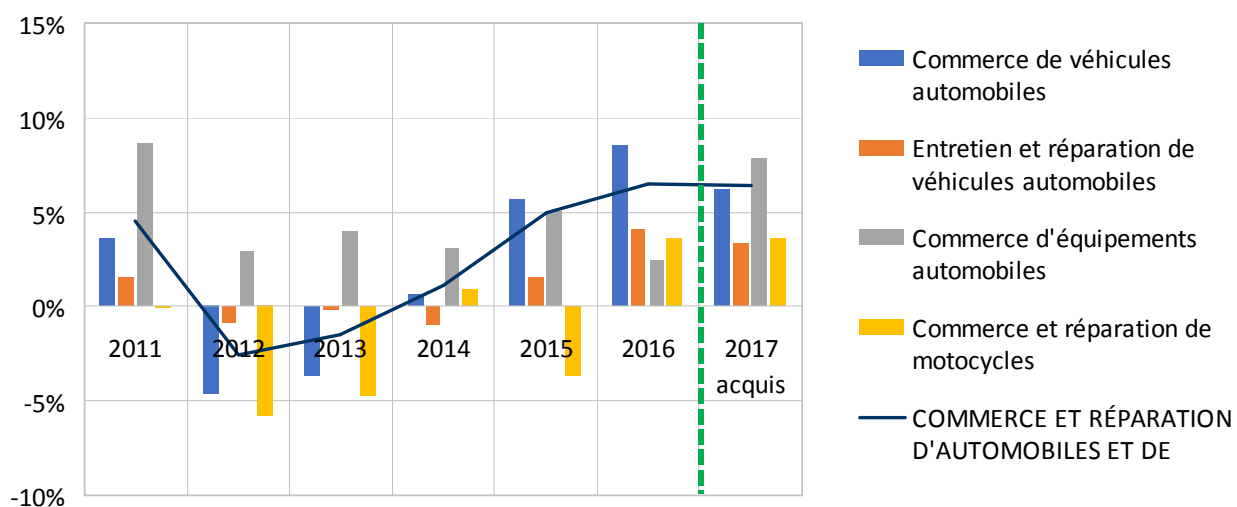


Source : Insee, Indices mensuels de chiffre d'affaires dans le commerce (volume cvs-cjo, base 100 en 2010).
 Pour 2017 : acquis à l'issue du mois de septembre

⁵ voir note page 18.

Les ventes du commerce automobile augmenteraient au même rythme soutenu qu'en 2016. Le commerce d'équipements automobiles accélérerait vivement tandis que le commerce de véhicules automobiles ralentirait à peine.

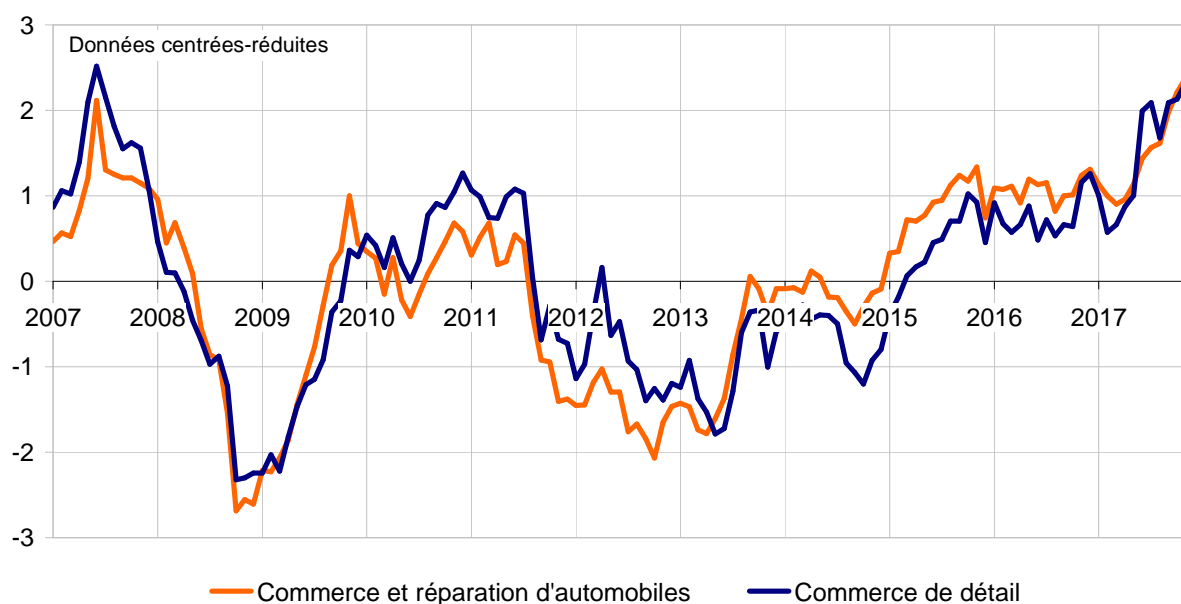
Graphique 11 : Indices de chiffre d'affaires en volume du commerce et de la réparation d'automobiles



Source : Insee, Indices mensuels de chiffre d'affaires dans le commerce (volume cvs-cjo, base 100 en 2010).
 Pour 2017 : acquis à l'issue du mois de septembre

Ces indices de chiffres d'affaires pourraient même accélérer sur la fin de l'année 2017 au regard des enquêtes de conjoncture qui indiquent une amélioration de l'activité en fin d'année à la fois dans le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobile.

Graphique 12 : Perspectives générales d'activité dans le commerce de détail et le commerce et la réparation d'automobiles



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et la réparation d'automobiles.

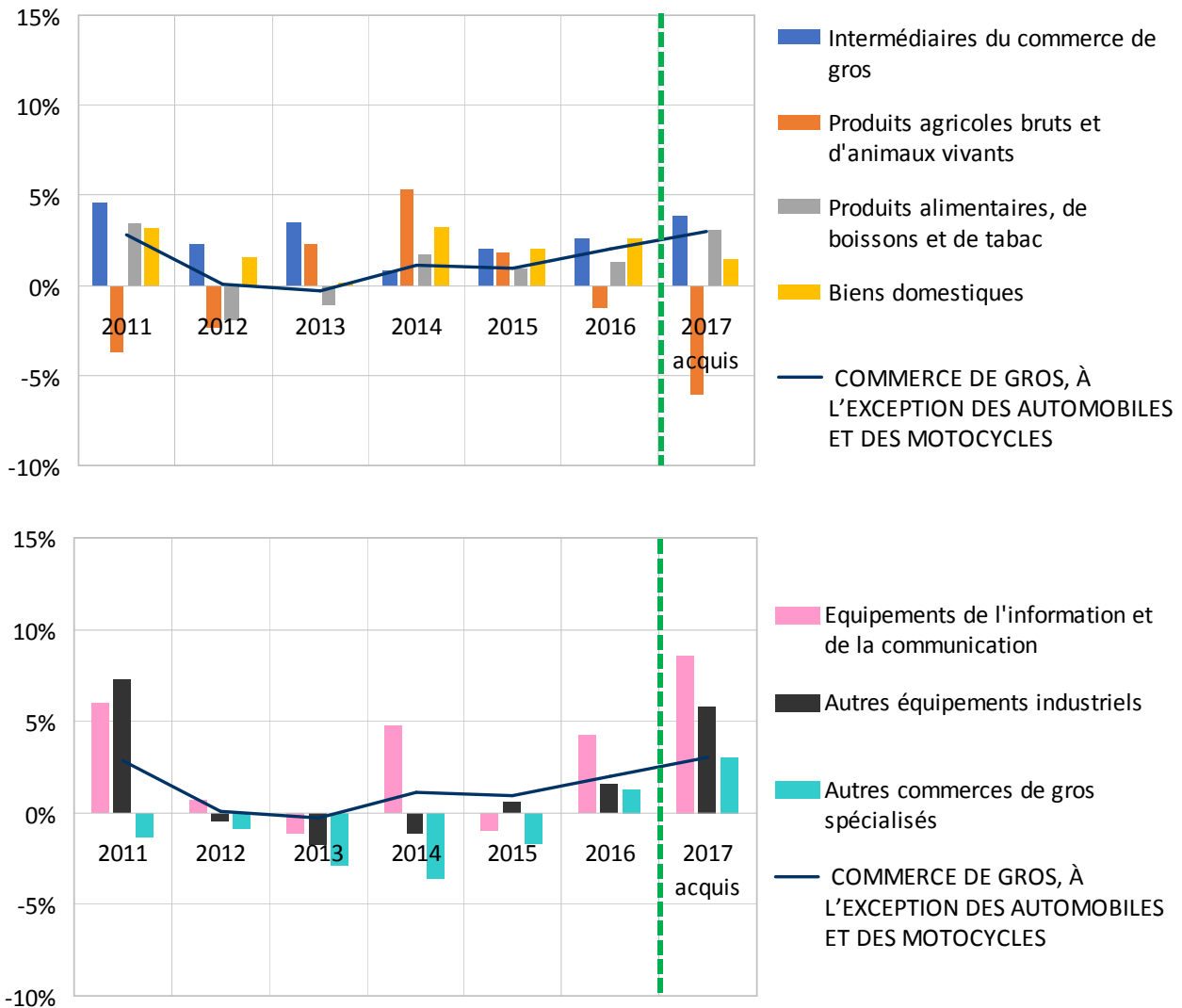
En volume, le chiffre d'affaires des grossistes accélérerait en 2017.

Le secteur des autres commerces de gros spécialisés contribuerait fortement à l'évolution du chiffre d'affaires dans le commerce de gros en 2017, comme les équipements de l'information et de la communication et les autres équipements industriels, malgré leur faible poids dans le secteur.

A l'inverse, les biens domestiques, forts contributeurs sur la période 2014-2016, ne contribueraient que faiblement à l'évolution d'ensemble en 2017.

Seul le secteur des produits agricoles bruts et animaux vivants verrait son activité baisser et de façon plus marquée en 2017 qu'en 2016.

Graphiques 13 et 14 : Indices de chiffre d'affaires en volume du commerce de gros



Source : Insee, Indices mensuels de chiffre d'affaires dans le commerce (volume cvs-cjo, base 100 en 2010).

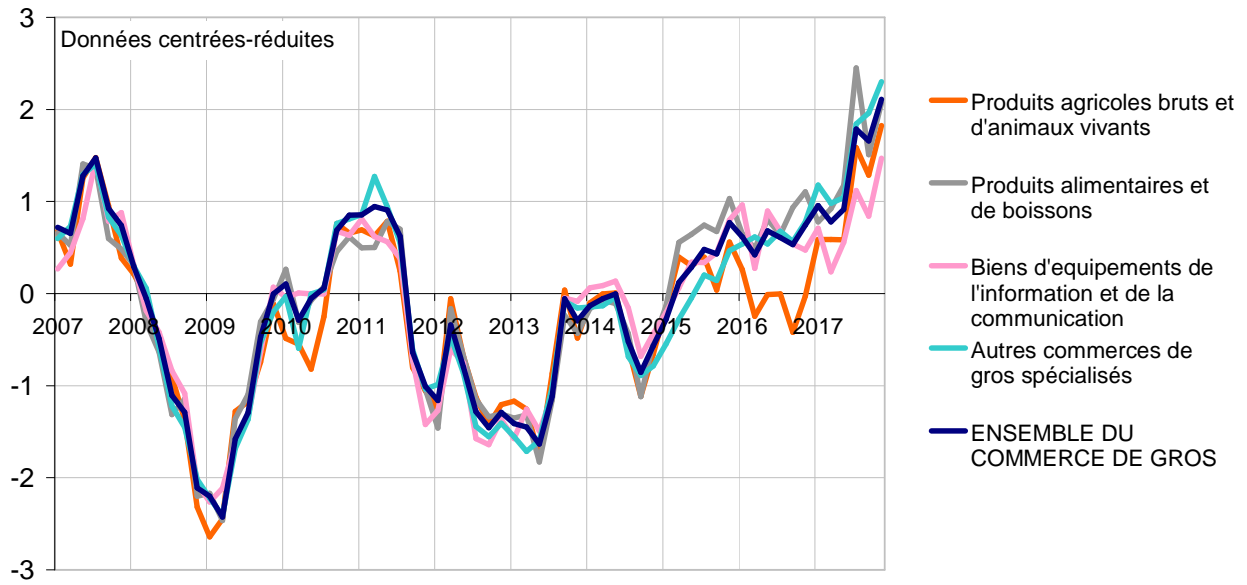
Pour 2017 : acquis à l'issue du mois de septembre

Les perspectives générales d'activité dans le commerce de gros sont très bien orientées en 2017, selon les entrepreneurs. Elles atteignent un niveau jamais atteint dans la période post-crise.

L'amélioration est particulièrement visible dans le secteur des « Autres commerces de gros spécialisés », qui avait un peu plus souffert que les autres secteurs en 2015.

Par ailleurs, la hausse visible des perspectives d'activité sur le secteur des produits agricoles bruts et animaux vivants permet d'envisager une amélioration de l'activité dans le futur, après une année 2016 et un début 2017 particulièrement moroses.

Graphique 15 : Perspectives générales d'activité dans le commerce de gros



Source : Insee, enquête bimestrielle de conjoncture dans le commerce de gros

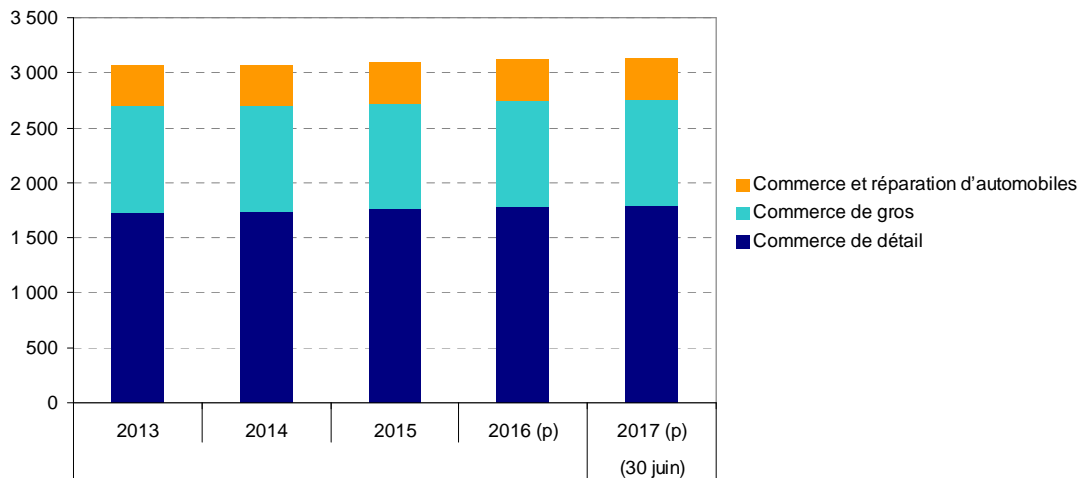
2 - L'emploi salarié augmente dans les secteurs commerciaux

Environ 3,1 millions de salariés⁶ travaillent dans le commerce, ils représentent 20 % des salariés des secteurs principalement marchands.

Entamée en 2015, la hausse des effectifs salariés se poursuit en 2016. Tirée par le commerce de détail, cette progression est cependant moins soutenue que celle de l'emploi salarié de l'ensemble du tertiaire marchand (+ 0,7 % contre + 1,4 % dans l'ensemble du tertiaire marchand). L'emploi salarié continue de croître sur les deux premiers trimestres de 2017 dans l'ensemble des secteurs du commerce.

Le recours à l'intérim ne cesse de s'accroître, en particulier dans le secteur du commerce de gros, seul secteur peinant à augmenter ses effectifs salariés.

Graphique 16 : Effectif salarié dans les secteurs du commerce (milliers de personnes)



Champ : France métropolitaine

Source : Insee, estimations d'emploi

⁶ En France hors Mayotte

3 - La marge commerciale progresse en 2015 dans le commerce de détail

La revente en l'état de marchandises est l'activité dominante des secteurs commerciaux. La marge commerciale, qui mesure l'activité de négoce pur, s'élève à 289 milliards d'euros en 2015. Elle est prépondérante dans la production de l'ensemble des entreprises du commerce.

C'est particulièrement le cas pour les détaillants, dont la marge commerciale représente 87 % de la production totale. Dans le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles, la part de la marge dans la production est moins élevée (55 %) puisque la vente de service de réparation y est également développée. 71 % de la production totale du commerce de gros proviennent de la marge commerciale, le reste est formé principalement par la vente de services commerciaux, activité principale des intermédiaires du commerce de gros.

Les grossistes et les intermédiaires réalisent nettement plus de ventes de marchandises que les détaillants, mais leurs achats de marchandises sont également plus conséquents : la marge du commerce de gros est finalement proche de celle dégagée par le commerce de détail.

La valeur ajoutée équivaut à plus de la moitié de la production totale dans le commerce de détail et le commerce et la réparation d'automobiles, alors que la part est plus faible dans le commerce de gros. En effet, les coûts de production générés par l'activité des secteurs commerciaux (consommations intermédiaires), qui recouvrent par exemple les dépenses liées à la location de locaux, les dépenses de transport et de logistique, les frais de publicité ou d'assurances, sont plus élevées dans le commerce de gros.

Au final, la valeur ajoutée dégagée par les secteurs commerciaux s'élève à 190 milliards d'euros en 2015.

La part des impôts et taxes représente entre 6 et 7 % de la valeur ajoutée dans les secteurs du commerce. La part des frais de personnel varie selon le secteur, de 64 % dans le commerce de détail à 77 % dans le commerce et la réparation d'automobiles. Le taux de marge d'exploitation atteint 29 % dans le commerce de détail contre 26 % dans le commerce de gros et 17 % dans le commerce et la réparation d'automobiles.

Tableau 1 : Comptes des secteurs commerciaux en 2015

En milliards d'euros

COMPTE DE PRODUCTION	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	Commerce de gros	Commerce de détail	Ensemble
Chiffre d'affaires hors TVA	167,1	783,3	453,9	1 404,3
Ventes de marchandises	151,1	726,3	434,4	1 311,8
- Coût d'achat des marchandises	131,3	584,6	306,6	1 022,6
= Marge commerciale (au prix de base)	19,8	141,6	127,8	289,2
+ Production vendue de biens et services	16,0	57,0	19,5	92,5
+ Production stockée et immobilisée	0,1	0,8	0,2	1,1
= Production totale au prix de base	35,9	199,4	147,4	382,7
- Consommations intermédiaires	15,7	115,0	61,6	192,3
= Valeur ajoutée au prix de base	20,2	84,4	85,8	190,4
COMPTE D'EXPLOITATION				
Valeur ajoutée	20,2	84,4	85,8	190,4
+ Subventions d'exploitation	0,1	0,4	0,4	0,8
- Frais de personnel	15,5	57,5	55,3	128,3
- Impôts et taxes sur la production	1,3	5,4	6,3	13,0
= Excédent brut d'exploitation	3,5	21,9	24,6	50,0
ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT				
Excédent brut d'exploitation	3,5	21,9	24,6	50,0
+ Autres produits d'exploitation et financiers	0,5	17,4	3,1	20,9
- Autres charges d'exploitation et financières	0,7	8,0	3,8	12,6
= Profit brut courant avant impôt	3,3	31,2	23,9	58,3

Source : Insee, comptes du commerce, base 2010

La **marge commerciale** correspond à la production associée à l'activité commerciale, mesurée par la valeur des ventes de marchandises hors taxes nette de leur coût d'achat.

Le **taux de marge commerciale** rapporte la marge commerciale aux ventes de marchandises.

A la marge commerciale s'ajoute la production de biens et services et la production stockée et immobilisée pour obtenir la **production totale**.

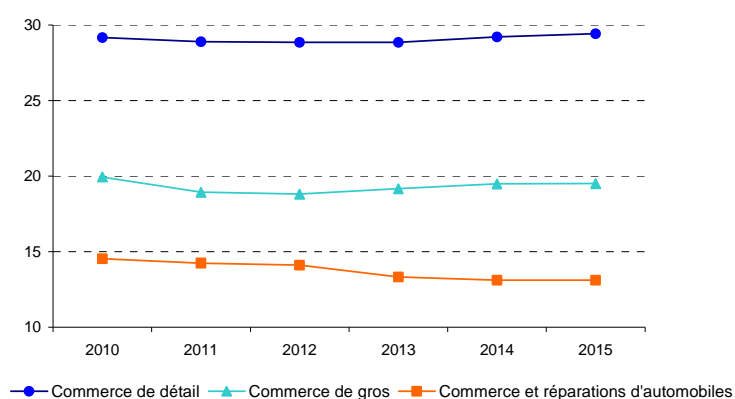
Les **consommations intermédiaires** correspondent à la valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production.

La **valeur ajoutée** est le solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production totale diminuée des consommations intermédiaires.

L'**excédent brut d'exploitation** est égal à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation et diminuée des frais de personnel et des autres impôts sur la production.

Le **taux de marge d'exploitation** correspond à l'excédent brut d'exploitation rapporté à la valeur ajoutée.

Graphique 17 : Taux de marge commerciale (en %)

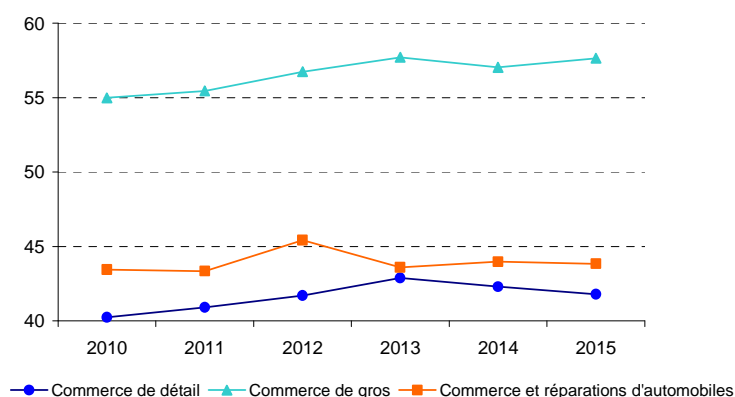


En 2015, le taux de marge commerciale augmente légèrement dans le commerce de détail. Dans le commerce de gros, comme la baisse des coûts d'achats est à peine supérieure à celle des ventes de marchandises, le taux de marge commerciale ne varie pas.

Alors que le niveau de la marge commerciale augmente en 2015 dans le commerce et la réparation d'automobiles, le taux de marge commerciale est quasi stable.

Source : Insee, comptes du commerce

Graphique 18 : Part des consommations intermédiaires dans la production (en %)



Dans le commerce de détail, les consommations intermédiaires ont légèrement baissé entre 2014 et 2015 tandis que la production totale a augmenté de 1,1 %. Pour le commerce de gros, les consommations intermédiaires augmentent davantage que la production totale. Enfin le secteur de l'automobile se singularise, avec une part des consommations intermédiaires dans la production qui se stabilise.

Source : Insee, comptes du commerce

CHAPITRE I : ECLAIRAGES SECTORIELS

1 - Commerce de gros

1.1 – Accélération soutenue des ventes en 2016

En 2016, les ventes du commerce de gros, intermédiaires compris, s'élèvent à 729 milliards d'euros. Comparées à leur niveau de 2015, elles accélèrent aussi bien en volume qu'en valeur (respectivement + 2,1 % et + 0,3 % en 2016 après + 1,1 % et – 1,0 % en 2015). De telles évolutions n'avaient plus été observées depuis 2012.

Tableau 1 : Ventes de marchandises du commerce de gros H.T

Secteurs	Evolution en volume (en %)			Evolution en valeur (en %)			Montant en Md€ 2016p
	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	
C.G. de produits agricoles bruts	0,3	4,1	-1,8	-7,0	2,4	-7,3	59,7
- céréales, tabac non manufacturé, semences et aliments pour le bétail	-0,7	3,2	-2,3	-8,7	1,6	-9,3	45,2
- autres produits (1)	4,1	7,4	0,2	-0,2	5,1	-0,6	14,5
C.G. de produits alimentaires, de boissons et de tabac	5,8	1,5	1,7	4,2	1,4	2,1	134,4
- produits frais (2)	4,9	-1,0	0,8	2,6	-1,0	1,9	60,5
- boissons (alcoolisées ou non)	0,8	-1,5	2,3	2,5	-0,4	2,0	24,6
- autres produits (3)	9,9	6,5	2,5	7,3	5,5	2,2	49,3
C.G. de biens domestiques	4,4	0,4	2,8	3,4	-0,3	2,1	145,1
- produits pharmaceutiques	6,3	3,9	4,3	3,0	1,6	2,0	60,6
- autres produits (4)	3,0	-2,0	1,6	3,7	-1,7	2,1	84,5
C.G. d'équipements de l'information et de la communication	2,9	7,1	4,6	-0,1	8,3	4,2	45,8
- ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels	4,7	6,1	6,3	2,1	7,8	6,7	30,1
- composants et équipements électroniques et télécommunication	-0,1	9,1	1,4	-3,8	9,4	-0,2	15,7
C.G. d'autres équipements industriels	-3,6	0,1	1,6	-3,4	0,6	1,8	84,3
- équipements de bureau (5)	-7,7	-4,5	2,4	-7,1	-5,4	2,2	3,8
- matériel électrique	-3,7	1,7	0,8	-4,9	2,1	0,3	17,6
- autres équipements (6)	-3,3	-0,1	1,8	-2,7	0,5	2,1	62,9
Autres C.G. spécialisés	-4,7	-1,7	1,8	-7,0	-8,0	-3,0	116,9
- combustibles et produits annexes	-8,6	-2,0	-1,3	-13,7	-17,0	-8,9	34,7
- produits pour l'installation de l'habitat et de la construction (7)	-2,5	-1,8	1,9	-1,9	-2,6	1,5	47,7
- autres produits (8)	-2,3	-1,3	5,0	-4,2	-3,8	-2,7	34,5
Commerce de gros hors intermédiaires (9)	1,1	0,9	1,9	-1,0	-0,6	0,3	608,9
Intermédiaires du commerce	4,0	2,3	3,0	1,2	-3,0	0,6	119,7
dont centrales d'achats	4,0	3,1	3,2	1,1	-2,5	0,8	104,4
Commerce de gros et intermédiaires	1,6	1,1	2,1	-0,6	-1,0	0,3	728,6

(1) Fleurs et plantes, animaux vivants, cuirs et peaux.

(2) Fruits et légumes, viandes et produits à base de viande, produits laitiers, œufs, huiles, poissons, crustacés et mollusques.

(3) Sucre, chocolat, confiserie, café, thé, cacao, épices, produits surgelés, tabac manufacturé...

(4) Textile, habillement, chaussures, électroménager, vaisselle, verrerie, parfumerie, meubles, tapis, appareils d'éclairage, horlogerie, bijouterie...

(5) Mobilier de bureau, autres machines et équipements de bureau.

(6) pour l'industrie, l'agriculture, le commerce et les services.

(7) Bois, matériaux de construction, appareils sanitaires, quincaillerie, fournitures pour plomberie et chauffage...

(8) Minerais, métaux, produits chimiques...

(9) Le commerce de gros non spécialisé n'apparaît pas dans ce tableau

(p) provisoire.

Source : Insee – Comptes du commerce.

Les prix conservent une tendance baissière (- 1,7 %), plus affirmée pour les grossistes de produits agricoles bruts et d'animaux vivants ainsi que pour les autres grossistes spécialisés. Les prix résistent dans les équipements industriels (+ 0,2 %) et pour les grossistes en produits alimentaires, boissons et tabac (+ 0,3 %). Ces derniers sont notamment portés par la flambée des prix pour les grossistes de fruits et légumes (+ 6,8 %), en raison de conditions climatiques défavorables.

Comme en 2015, les équipements de l'information et de la communication restent le secteur du commerce de gros le plus dynamique en 2016. Le commerce de produits agricoles bruts subit un net recul en valeur en 2016, dû singulièrement à des cours du blé très bas résultant de stocks mondiaux importants et bien supérieurs à la demande solvable.

Encadré 1 : Principes d'évaluation et révision des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros

Principes d'évaluation

Les résultats de l'activité des entreprises (au sens unités légales) du commerce de gros sont présentés en les classant selon leur activité principale. Aussi, les évolutions économiques subissent les à-coups des modifications de structure mettant en jeu des entreprises de secteurs différents ou qui changent de secteur d'une année à l'autre, notamment lors de restructurations.

Les résultats de l'année 2015, définitifs, sont basés sur l'exploitation du système d'information sur la statistique d'entreprise Esane. Ceux de 2016, estimés, s'appuient sur les résultats définitifs 2015 et ont été obtenus à partir des indices de chiffres d'affaires rénovés calculés par l'Insee⁷.

Les évolutions présentées pour 2016 sont donc susceptibles d'être révisées. Elles sont issues des évolutions d'indices de chiffres d'affaires mensuels par secteur d'activité calculées par l'Insee à partir des déclarations CA3 que remplissent les grossistes pour le paiement de la TVA. Par construction, ces indices ne prennent que partiellement en compte les changements sectoriels. A partir des évolutions de chiffre d'affaires on détermine une évolution des ventes de marchandises par l'application d'un taux de vente (ventes de marchandises / chiffre d'affaires). Ce taux de vente est susceptible d'évoluer, en fonction d'informations annexes disponibles. L'évolution des ventes ne suit donc pas nécessairement celle du chiffre d'affaires.

Révision de l'évolution des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros (hors intermédiaires)

		2012	2013	2014	2015	2016
Rapport de décembre 2017	en valeur	+2,4	-1,5	-1,0	-0,6 (def)	+0,3 (p)
	en volume	+0,0	-1,1	+1,1	+0,9 (def)	+1,9 (p)
Rapport de juin 2017	en valeur	+2,4	-1,5	-1,0	-0,8 (sd)	+0,2 (p)
	en volume	+0,0	-1,1	+1,1	+0,8 (sd)	+1,9 (p)
Rapport de décembre 2016	en valeur	+2,4	-1,5	-1,0 (def)	-0,8 (p)	
	en volume	+0,0	-1,1	+1,1 (def)	+0,7 (p)	
Rapport de juillet 2016	en valeur	+2,4	-1,5	-1,3 (sd)	-0,9 (p)	
	en volume	+0,0	-1,1	+0,8 (sd)	+0,6 (p)	
Rapport de décembre 2015	en valeur	+2,4	-1,5 (def)	-1,7 (p)		
	en volume	+0,0	-1,1 (def)	+0,3 (p)		
Rapport de juin 2015	en valeur	+2,4	-0,2 (sd)	-1,7 (p)		
	en volume	+0,0	+0,1 (sd)	+0,3 (p)		
Rapport de décembre 2014	en valeur	+2,4 (def)	-0,2 (p)			
	en volume	+0,0 (def)	+0,2 (p)			

(def) données devenues définitives (sd) données semi-définitives (p) données provisoires
Source Insee - Comptes du commerce

1.2 - La clientèle intérieure du commerce de gros : principalement des industriels et des détaillants⁸

En 2015, sur le marché intérieur, l'activité des grossistes (hors centrales d'achats et intermédiaires du commerce) est orientée pour 30 % de leur chiffre d'affaires vers l'approvisionnement des producteurs (industrie et artisanat) et à hauteur de 27 % vers le commerce de détail. Viennent ensuite la redistribution des marchandises vers les centrales d'achats (15 %) et vers d'autres grossistes (12 %). Enfin, les autres

⁷ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/s1354>

⁸ Ce paragraphe porte sur l'année 2015 en données définitives. La source est l'Enquête sectorielle annuelle dans le commerce 2015 de l'INSEE

clients professionnels (administrations, prestataires de services, ...) comptent pour 11 % et les ventes directes aux particuliers pour 5 %.

Les grossistes en produits agricoles (céréales, animaux vivants, cuirs et peaux), les grossistes en autres équipements industriels (hormis mobilier, machines et équipements de bureau) et les autres grossistes spécialisés (hormis combustibles) sont très fortement dépendants des commandes de l'industrie. Les ventes des grossistes spécialisés dans l'équipement pour la construction sont tournées principalement vers la construction (63 %), mais s'adressent aussi aux particuliers (12 %) et aux prestataires de services et administrations (7 %).

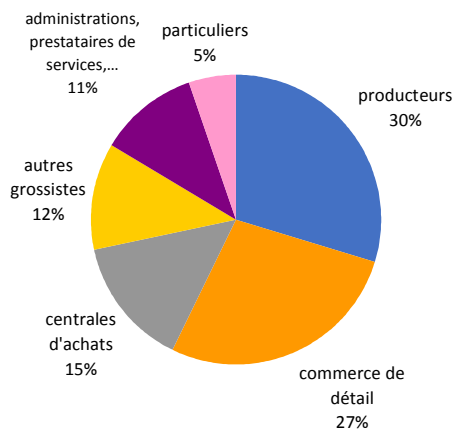
Les entreprises du commerce de gros qui vendent leurs produits à d'autres grossistes ou à des centrales d'achats sont principalement spécialisées dans les biens de consommation (produits alimentaires et boissons pour 43 % et biens domestiques pour 40 %) ainsi que dans les équipements de l'information et de la communication pour 30 %, notamment les ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels.

Les officines pharmaceutiques pèsent pour 41 % des ventes intérieures des grossistes en produits pharmaceutiques. Les autres grossistes et les centrales d'achats (32 %) et les services de santé publics et privés (23 %) constituent une autre part importante de leur clientèle. Enfin, l'approvisionnement des producteurs et des particuliers est minoritaire (4 %).

La clientèle professionnelle des grossistes en matériel informatique, ainsi que de ceux spécialisés dans le matériel et les fournitures pour le secteur tertiaire, est répartie plus équitablement : 27 % aux centrales d'achats et autres grossistes, 26 % aux administrations, comités d'entreprises et prestataires de services, 24 % de revente directe à l'industrie, 21 % aux revendeurs de détail et enfin 2 % de ventes aux particuliers.

La revente directe à des particuliers n'a une contribution significative (plus de 15 %) que chez les grossistes en alimentaire non spécialisé (26 %), en déchets et débris (22 %) ainsi qu'en bois et matériaux de construction (15 %).

Graphique 1 : Clientèle intérieure du commerce de gros en 2015



Source : Insee – Comptes du commerce.

1.3 - Commerce de gros à l'international en 2015 : 18 % des ventes exportées et 30 % d'achats importés

Dans la plupart des secteurs, l'activité est sensible à la demande extérieure et aux tendances du marché mondial. En effet, les exportations représentent 18 % des ventes des grossistes et les importations 30 % de leurs achats. Cependant, le commerce extérieur n'a pas la même importance pour les différents secteurs du commerce de gros.

Ainsi les grossistes en matériel électrique sont plus sensibles à l'évolution de la demande étrangère que ceux en produits pharmaceutiques. Les ventes à l'étranger des premiers constituent 27 % de leurs ventes totales, contre 12 % pour les seconds.

De même, l'approvisionnement à l'étranger, relativement faible pour les grossistes en céréales, tabac non manufacturé, semences et aliments pour le détail (10 %), constitue une part substantielle pour ceux en composants et équipements électroniques et télécommunications (64 %).

À un niveau plus agrégé de la nomenclature, le commerce de gros est très présent à l'international dans les équipements de l'information et de la communication et les biens domestiques.

Le commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants est le seul à réaliser plus d'exportations que d'importations (respectivement 18 % et 10 %).

En revanche, dans tous les secteurs, les entreprises exportatrices et importatrices ont un poids prépondérant dans le chiffre d'affaires de leur secteur. Ainsi, les grossistes qui exportent des composants et équipements électroniques pèsent à hauteur de 93 % du chiffre d'affaires de leur secteur.

Tableau 2 : Part des exportations et importations et poids des entreprises exportatrices et importatrices (en %)

Activités	Ensemble des entreprises		Poids dans le CA du secteur des entreprises	
	Ventes	Achats	exportatrices	importatrices
	à l'exportation [A]	à l'importation [B]		
CG de produits agricoles bruts et d'animaux vivants	18	10	70	34
- céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	20	10	76	38
- d'autres produits (1)	10	8	52	23
CG de produits alimentaires, de boissons et de tabac (a)	16	22	81	50
- de produits frais (2)	11	18	73	51
- de boissons (alcoolisées ou non)	24	17	80	58
- d'autres produits (3)	17	27	90	46
CG de biens domestiques (a)	20	45	85	70
- de produits pharmaceutiques	12	38	81	63
- d'autres produits (4)	25	50	88	75
CG d'équipements de l'information et de la communication	25	59	92	81
- ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels	27	56	92	79
- composants et équipements électroniques et télécommunication	23	64	93	84
CG d'autres équipements industriels	17	38	84	66
- équipements de bureau (5)	6	30	68	55
- matériel électrique	27	28	92	52
- d'autres produits (6)	15	42	83	71
Autres commerces de gros spécialisés	15	31	66	64
- combustibles et produits annexes (a)	18	30	46	55
- produits pour l'installation de l'habitat et la construction (7)	4	20	66	68
- autres produits (8)	26	43	83	67
CG non spécialisé	9	12	46	73
Intermédiaires du commerce	16	17	43	63
- centrales d'achats (b)	1	5	36	52
- autres intermédiaires	45	54	80	60
Ensemble du commerce de gros (y compris intermédiaires)	18	30	75	61

[A] Ventes à l'exportation : part des exportations dans les ventes des grossistes (en %).

[B] Ventes à l'importation : part des importations dans les achats des grossistes (en %).

(1) Fleurs et plantes, animaux vivants, cuirs et peaux.

(2) Fruits et légumes, viandes et produits à base de viande, produits laitiers, œufs, huiles, poissons, crustacés et mollusques.

(3) Sucre, chocolat, confiserie, café, thé, cacao, épices, produits surgelés, tabac manufacturé...

(4) Textile, habillement, chaussures, électroménager, vaisselle, verrerie, parfumerie, meubles, tapis, appareils d'éclairage, horlogerie...

(5) Mobilier de bureau, autres machines et équipements de bureau.

(6) pour l'industrie, l'agriculture, le commerce et les services.

(7) Bois, matériaux de construction, appareils sanitaires, quincaillerie, fournitures pour plomberie et chauffage...

(8) Minerais, métaux, produits chimiques...

(a) non compris les centrales d'achats de la grande distribution alimentaire, spécialisées sur ces produits.

(b) y compris les centrales d'achats spécialisées de la grande distribution alimentaire.

Source : Insee – Comptes du commerce.

2 - Commerce de détail

2.1 - les ventes au détail sont tirées par le commerce non alimentaire

En 2016, les ventes, toutes taxes comprises, de l'ensemble **du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial** (boulangeries, pâtisseries, charcuteries) s'élèvent à 502 milliards d'euros. L'activité du commerce de détail reste dynamique avec une augmentation des ventes en volume de 1,5 %. Cependant, en raison de la baisse des prix en 2016, les ventes n'augmentent que de 0,9 % en valeur.

Les ventes du **commerce alimentaire en magasin** sont stables en volume et en valeur. Cette atonie s'explique par la baisse de l'activité des grandes surfaces d'alimentation générale (-1,1 % en volume) que ne compensent pas la vitalité des ventes en alimentation spécialisée et l'artisanat commercial ainsi que la reprise de l'activité des petites surfaces d'alimentation générale et des magasins de produits surgelés.

Dans les **magasins non alimentaires spécialisés**, l'augmentation des ventes (+ 2,0 % en volume) est liée à la reprise confirmée dans l'équipement du foyer et à la progression de l'équipement de l'information et de la communication. Cependant, en valeur, les ventes augmentent peu (+ 0,8 %) en raison, notamment, de la baisse de l'activité des détaillants de l'habillement-chaussure et des stations-services.

L'activité du **commerce hors magasin**⁹ reste très dynamique avec une croissance de 8,1 % en volume en 2016.

Encadré 2 : Évaluation et révisions des ventes au détail

Le calcul des ventes au détail par forme de vente s'appuie sur la réconciliation de deux sources : la consommation commercialisable des ménages et les chiffres d'affaires des secteurs commerciaux. Celles-ci sont donc sensibles aux révisions de la consommation commercialisable d'une part, et aux changements de secteur des entreprises d'une année à l'autre, notamment lors des restructurations. L'évolution des ventes au détail présentée sur l'année 2016 est provisoire. Elle est issue de la version provisoire de la consommation commercialisable et des évolutions d'indices de chiffres d'affaires mensuels par secteur d'activité calculés par l'Insee à partir des déclarations des entreprises pour le paiement de la TVA. Les évolutions de 2015 sont définitives. Elles se fondent sur la version définitive de la consommation commercialisable et les chiffres d'affaires calculés par l'Insee à partir des déclarations fiscales des entreprises et de leur réponse à l'enquête structurelle annuelle (ESA).

Évolution des ventes au détail des secteurs du commerce de détail et artisanat à caractère commercial :

		2011	2012	2013	2014	2015	2016
Rapport de décembre 2017 (base 2010)	en valeur	+ 3,4	+ 1,9	+ 0,0	- 0,3	+ 1,0 (def)	+ 0,9 (p)
	en volume	+ 1,6	+ 0,0	- 0,1	+ 0,8	+ 2,3 (def)	+ 1,5 (p)
Rapport de juin 2017 (base 2010)	en valeur	+ 3,4	+ 1,9	+ 0,0	- 0,3 (def)	+ 0,3 (sd)	+ 0,7 (p)
	en volume	+ 1,6	+ 0,0	- 0,1	+ 0,8 (def)	+ 1,7 (sd)	+ 1,2 (p)
Rapport de décembre 2016 (base 2010)	en valeur	+ 3,4	+ 1,9	+ 0,0 (def)	- 0,3 (def)	+ 0,4 (p)	
	en volume	+ 1,6	+ 0,0	- 0,1 (def)	+ 0,8 (def)	+ 1,8 (p)	
Rapport de juin 2016 (base 2010)	en valeur	+ 3,4	+ 1,9	+ 0,0 (def)	- 0,3 (sd)	+ 0,3 (p)	
	en volume	+ 1,6	+ 0,0	- 0,1 (def)	+ 0,9 (sd)	+ 1,8 (p)	
Rapport de décembre 2015 (base 2010)	en valeur	+ 3,4	+ 1,9	+ 0,0 (def)	- 0,5 (p)		
	en volume	+ 1,6	+ 0,0	- 0,1 (def)	+ 0,7 (p)		
Rapport de juin 2015 (base 2010)	en valeur	+ 3,4	+ 1,9 (def)	- 0,2 (sd)	- 0,4 (p)		
	en volume	+ 1,6	+ 0,0 (def)	- 0,2 (sd)	+ 0,8 (p)		
Rapport de décembre 2014 (base 2010)	en valeur	+ 3,4	+ 1,9 (def)	- 0,5 (p)			
	en volume	+ 1,6	+ 0,0 (def)	- 0,6 (p)			
Rapport de juin 2014 (base 2010)	en valeur	+ 3,4 (def)	+ 1,4 (sd)	- 0,6 (p)			
	en volume	+ 1,6 (def)	- 0,5 (sd)	- 0,7 (p)			

(def) données définitives (sd) données semi-définitives (p) données provisoires

Source : Insee - Comptes du commerce

⁹ Voir note page 18

Tableau 3 : Ventes du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial T.T.C

Formes de vente	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Mds d'euros 2016
	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	
ENSEMBLE du commerce alimentaire en magasin	0,2	0,9	0,2	-0,6	0,2	0,2	241,9
Alimentation spécialisée et artisanat commercial	3,6	3,5	4,6	4,4	4,0	5,1	49,2
Boulangeries-pâtisseries	4,1	0,0	5,8	4,1	0,4	6,0	14,0
Boucheries-charcuteries	-5,9	7,6	1,1	-5,3	7,8	1,4	9,2
Autres magasins d'alimentation spécialisée	7,2	3,9	5,2	8,6	4,6	6,1	26,0
Petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés	1,2	-0,6	2,8	0,2	-0,6	3,2	15,5
Grandes surfaces d'alimentation générale	-0,7	0,4	-1,1	-1,8	-0,7	-1,3	177,2
ENSEMBLE du commerce non alimentaire en magasin	0,9	2,7	1,9	-0,7	0,5	0,7	225,2
Grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés	5,0	7,7	-0,1	4,6	7,4	0,0	9,5
Magasins non alimentaires spécialisés (yc. pharmacie)	0,7	2,4	2,0	-0,9	0,2	0,8	215,7
Carburants	-7,4	-0,6	-0,1	-10,6	-9,5	-4,4	13,0
Technologie de l'information et de la communication	7,4	0,2	6,6	-1,3	-5,9	1,3	8,2
Équipement du foyer	-1,3	2,4	3,8	-2,6	1,5	3,2	49,2
Culture, loisirs	-2,9	2,0	1,9	-1,6	2,0	2,8	24,2
Autres commerce de détail en magasin spécialisé	3,0	3,1	1,2	1,4	1,1	0,0	120,9
Habillement-chaussures	2,1	-0,9	-2,3	2,0	-1,8	-2,6	35,4
Autres équip. de la personne	1,0	3,7	1,1	-0,1	3,3	1,1	20,0
Pharmacies, articles médic. et orthop	5,3	9,0	3,8	2,1	5,5	0,8	45,6
Autres magasins spécialisés	1,4	-2,5	1,9	0,2	-4,9	1,6	20,0
ENSEMBLE du commerce hors magasin	5,9	11,5	8,1	4,1	10,5	7,6	35,0
Commerce sur éventaire ou marché	7,2	-3,7	0,1	5,6	-2,6	1,6	6,0
Ventes à distance et autres formes de commerce	5,5	15,4	9,9	3,8	13,9	9,0	29,0
ENSEMBLE COMMERCE DE DÉTAIL ET ARTISANAT COMMERCIAL	0,8	2,3	1,5	-0,3	1,0	0,9	502,1
<i>dont : activités artisanales</i>	3,6	-0,4	5,0	3,8	0,0	5,2	15,7
<i>dont : commerce de détail (hors artisanat et pharmacies ¹)</i>	0,4	1,7	1,3	-0,6	0,5	1,0	456,5

(1) hors pharmacies : hors pharmacies et commerces d'articles médicaux et orthopédiques

p : provisoire

Source : Insee - Comptes du commerce

Encadré 3 : Passage de la consommation commercialisable des ménages au chiffre d'affaires du commerce de détail et du commerce et réparation d'automobiles en 2016 (milliards d'euros TTC)

Secteurs	a	b	c	d	e	f=a+b+c+d+e	g	h	i=f+g+h	j	k=i-j
	Commerce d'alimentation spécialisée et de petite surface (1)	Grandes surfaces d'alimentation générale	Commerce non alimentaire non spécialisé	Commerce non alimentaire spécialisé	Commerce hors magasin	Total commerce de détail et artisanat	Commerce et réparation automobile	Ventes au détail des autres secteurs (2)	Total des ventes au détail (y.c. commerce automobile)	Correction (3)	Consommation commercialisable des ménages
Activités											
Ventes au détail de marchandises (hors auto)											
Produits alimentaires	61,4	123,8	0,3	8,8	12,3	206,6	0	6,1	212,7	14,2	198,5
Produits non alimentaires	2,7	33	9,2	193,1	22,6	260,6	0,2	24,7	285,4	46,6	238,8
Produits liés à l'automobile	0,7	20,3	0	13,7	0,2	34,9	33,1	2,7	70,7	10,5	60,2
Total des ventes au détail (hors auto)	64,8	177,1	9,5	215,6	35	502,1	33,2	33,5	568,8	71,4	497,5
Vente et réparation automobile	0	0	0	0	0	0,1	83	3,1	86,2	32,9	53,3
Total des ventes au détail et des ventes et réparation automobile en forme de vente (4)	64,8	177,2	9,5	215,7	35	502,1	116,2	36,7	655	104,3	550,7
Valorisation des commissions en ventes - ventes des activités secondaires (restauration, réparation hors automobile, commerce de gros...) (5)	10,5	-24,3	-2,3	-21,8	-1,9	-39,8	-95,6				
Chiffre d'affaires en secteur d'entreprises (6)	54,3	201,5	11,8	237,5	36,9	541,9	211,8				

Source : Insee - Comptes du Commerce

Note : pour des raisons d'arrondi, la somme des montants peut différer légèrement de leur total.

- (1) Y compris boulangeries-pâtisseries et boucheries-charcuteries
- (2) Ventes au détail des grossistes, des prestataires de services et ventes directes des producteurs
- (3) Correction pour biens existants (antiquités, brocante, autres achats d'occasion) et pour ventes au détail à usage professionnel
- (4) Ventes au détail et vente et réparation auto = chiffre d'affaires + commissions transformées en ventes - ventes des activités secondaires ne relevant pas du commerce et de la réparation automobile (par exemple : restauration dans des magasins de meubles ou d'objets non automobiles)
- (5) Commissions perçues par les commerçants transformées en ventes - ventes relevant d'activités secondaires (hors commerce et réparation automobile)
- (6) Chiffre d'affaires du commerce de détail et du commerce et réparation automobile comptabilisant la valeur des commissions perçues (tabac, presse) et non la valeur des ventes correspondantes

Lecture :

a) Le **chiffre d'affaires total du commerce de détail et de l'artisanat** en secteur d'entreprise (colonne f), s'élève à 541,9 milliards d'euros. Pour obtenir les ventes, on ajoute au chiffre d'affaires la valorisation des ventes de produits sur lesquelles les professionnels du commerce ne perçoivent que des commissions et on déduit les ventes qui ne relèvent pas du commerce de détail (commerce de gros, ventes de services, ventes de biens). Ensuite, les ventes en secteur d'entreprise sont transformées en ventes en secteur d'établissement (ou forme de vente) à l'aide d'une matrice de passage.

b) les 116,2 milliards des *ventes et réparations du secteur du commerce et réparation automobile* et les 36,7 milliards de *ventes au détail des autres secteurs* sont ajoutés aux 502,1 milliards d'euros de *ventes au détail* des secteurs du commerce de détail et de l'artisanat commercial. On obtient ainsi l'ensemble des ventes au détail de tous les secteurs de l'économie, soit 655 milliards.

c) L'ensemble de la consommation commercialisable, de 550,7 milliards, s'obtient en retranchant à la totalité des 655 milliards d'euros de ventes au détail réalisées par l'ensemble des secteurs de l'économie, 104,3 milliards de ventes correspondant soit aux achats effectués au détail par des utilisateurs professionnels, soit à la correction appliquée pour les biens existants. En effet, les biens d'occasion ne sont comptabilisés en consommation des ménages que pour la seule valeur de la marge commerciale perçue par l'opérateur commercial.

2.2 - L'activité du grand commerce non alimentaire spécialisé reste dynamique

Avertissement : les données et analyses présentées dans cette partie concernent des *chiffres d'affaires* (et non pas seulement des ventes de marchandises au détail) en secteurs d'entreprises (et non en secteurs d'établissements ou formes de vente¹⁰). Les évolutions ne sont donc pas parfaitement comparables aux parties précédentes sur le commerce de détail.

En 2016, l'activité du grand commerce non alimentaire en magasin spécialisé décélère mais garde un rythme soutenu aussi bien en volume (+ 4,2 % après + 6,0 %) qu'en valeur (+ 4,0 % après + 4,8 %). Avec un chiffre d'affaires de 97 milliards d'euros hors taxe, le grand commerce (voir définition) représente un peu plus de la moitié de l'activité du commerce non alimentaire en magasin spécialisé.

Encadré 4 : Définition du grand commerce non alimentaire spécialisé

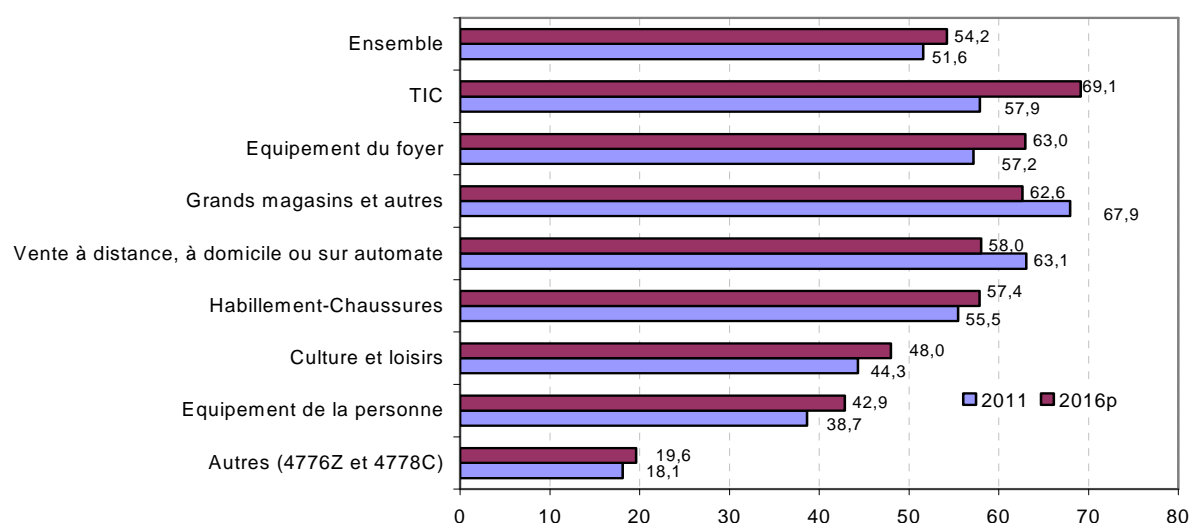
Le grand commerce non alimentaire spécialisé est défini¹¹ au sens strict comme l'ensemble des entreprises¹² dont l'activité principale relève du commerce non alimentaire en magasin spécialisé (NAF 474, 475, 476, 477 hors commerces de produits pharmaceutiques, de combustibles et de biens d'occasion) et répondant à l'une des 3 conditions suivantes :

- employer 100 salariés ou plus ;
- employer 50 salariés ou plus, et :
 - soit exploiter 10 magasins ou plus
 - soit exploiter au moins un magasin de 2 500 m² et plus de surface de vente.

Dans une acception plus large, il prend en compte deux secteurs supplémentaires :

- le commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés (479), dans lequel le commerce électronique occupe une place de plus en plus grande. On prend ici comme seul critère d'appartenance au grand commerce le fait d'employer 50 salariés ou plus.
- les grands magasins et autres commerces de détail en magasin non spécialisé (4719A et 4719B) sans changer les critères de nombre de salariés, nombre de magasins ou surface utilisée.

Graphique 2 : Part du chiffre d'affaires H.T. du « grand commerce au sens large » dans l'ensemble du commerce non alimentaire, par secteur, en 2011 et 2016 (en %)



Source : Insee - Esane et Comptes du Commerce.

¹⁰ Une même entreprise peut posséder plusieurs magasins (établissements) ayant des formes de vente différentes, par exemple supérette et supermarché. Le secteur d'établissement correspond à la forme de vente alors que le secteur d'entreprise est déterminé par la forme de vente la plus importante.

¹¹ Définition arrêtée par la Commission des comptes commerciaux de la nation en 1987, révisée en 1998

¹² Le terme d'« entreprise » utilisé ici recouvre les sociétés et les entreprises individuelles. Il désigne toute unité légale déclarée au répertoire Sirene.

Tableau 4 : Chiffre d'affaires H.T du grand commerce et de l'ensemble du commerce non alimentaire spécialisé

	Secteurs	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Montant en Md€ 2016p
		2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	
Grand commerce	TIC	11,6	9,4	5,6	1,6	1,4	0,9	4,7
	Équipement du foyer	1,5	3,3	4,6	1,0	3,2	4,8	31,1
	Culture et loisirs	5,3	4,1	1,8	4,5	3,4	2,3	8,3
	Habillement-chaussure	0,9	3,4	-0,2	0,4	2,3	0,1	19,9
	Équipement de la personne	0,9	11,5	-0,6	-0,2	11,6	-0,2	7,8
	Autres (4776Z et 4778C)	16,0	11,5	2,8	6,7	5,1	1,0	3,0
	Grand commerce (sens strict)	3,4	5,2	2,5	1,3	3,7	2,3	74,8
	Grands magasins et autres	1,8	7,4	-0,6	1,4	6,7	-0,3	6,2
Hors magasin, éventaies ou marchés	1,6	9,8	15,3	0,8	9,4	15,2	15,9	
Grand commerce (sens large)	3,0	6,0	4,2	1,3	4,8	4,0	96,9	
Ensemble du commerce à dominante non alimentaire	TIC	7,6	1,6	6,6	-2,1	-6,1	1,4	6,8
	Équipement du foyer	-2,4	2,9	3,8	-2,9	2,8	4,1	49,4
	Culture et loisirs	-0,9	5,0	2,8	-1,7	4,2	3,4	17,3
	Habillement-chaussure	2,2	0,3	-2,0	1,7	-0,7	-1,7	34,4
	Équipement de la personne	0,5	4,8	1,3	-0,6	4,9	1,6	18,2
	Autres (4776Z et 4778C)	13,8	4,1	6,8	4,7	-1,7	5,0	15,3
	Commerce non alimentaire spécialisé	1,5	2,8	2,3	-0,5	1,4	2,2	141,4
	Grands magasins et autres	5,0	9,6	1,4	4,7	8,9	1,7	9,9
Hors magasin, éventaies ou marchés	4,8	17,8	10,8	4,0	17,4	10,7	27,4	
Commerce à dominante non alimentaire	2,1	5,1	3,5	0,3	3,8	3,4	178,7	

p : provisoire Champ : entreprises du grand commerce non alimentaire en magasin spécialisé, hors commerces de produits pharmaceutiques, de combustibles et de biens d'occasion.
Source : Insee - É sane et Comptes du Commerce.

2.3 - L'équipement commercial du commerce de détail : 9 entreprises sur 10 n'ont qu'un seul magasin¹³

Fin 2015, dans le commerce de détail alimentaire (y compris artisanat commercial) et non-alimentaire, les magasins de moins de 400 m² sont très majoritaires (respectivement 92 % et 90 % du parc). Les magasins de plus de 400 m² sont concentrés à plus de 70 % dans trois secteurs : alimentation en magasin non spécialisé (hypermarché et supermarché notamment), équipement du foyer et habillement-chaussure.

Les magasins de moins de 400 m² sont plus dispersés au sein des différents secteurs. Les quatre secteurs possédant le plus de magasins de moins de 400 m² - artisanat, habillement-chaussure, magasins d'autres produits non alimentaires et alimentation en magasin spécialisé - représentent un peu moins des deux tiers du nombre total de magasins de moins de 400 m².

En 2015, neuf entreprises du commerce de détail sur dix ne possèdent qu'un seul magasin. Ces entreprises réalisent plus de la moitié du chiffre d'affaires du secteur. Les entreprises ne possédant qu'un seul magasin génèrent plus de 90 % du chiffre d'affaires dans l'équipement de la personne hors habillement-chaussure et dans la pharmacie. À l'inverse, dans les secteurs habillement-chaussure et équipement du foyer, le poids du chiffre d'affaires des entreprises ne possédant qu'un seul magasin est faible (entre un quart et un tiers du chiffre d'affaires de ces secteurs).

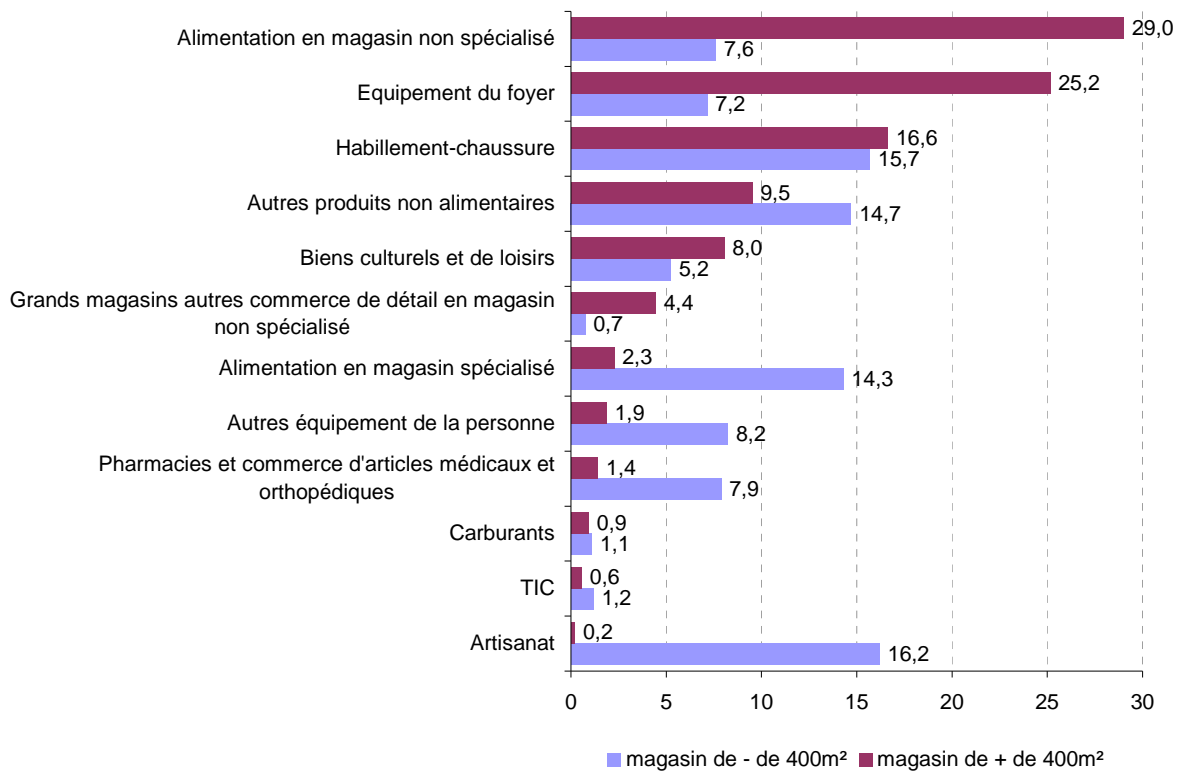
Tableau 5 : Répartition des magasins des entreprises du commerce de détail et de l'artisanat commercial par tranche de surface

Secteurs d'activité	En %
Prédominance alimentaire en magasin	100
de moins de 120 m ²	80
de 120 m ² à moins de 400 m ²	13
de 400 m ² à moins de 2 500 m ²	6
de 2500 m ² et plus	1
Non alimentaire en magasin hors carburants	100
de moins de 120 m ²	70
de 120 m ² à moins de 400 m ²	19
de 400 m ² à moins de 2 500 m ²	9
de 2500 m ² et plus	2
Commerce de détail de carburants	100
de moins de 120 m ²	80
de plus de 120 m ²	20

Source : Insee - Enquête sectorielle annuelle sur le commerce en 2015

¹³ Pour le commerce de détail, l'enquête sectorielle annuelle d'entreprise dans le commerce donne la situation du parc fin 2015. S'agissant d'une enquête par sondage, la précision des résultats ne doit pas être considérée à l'unité près.

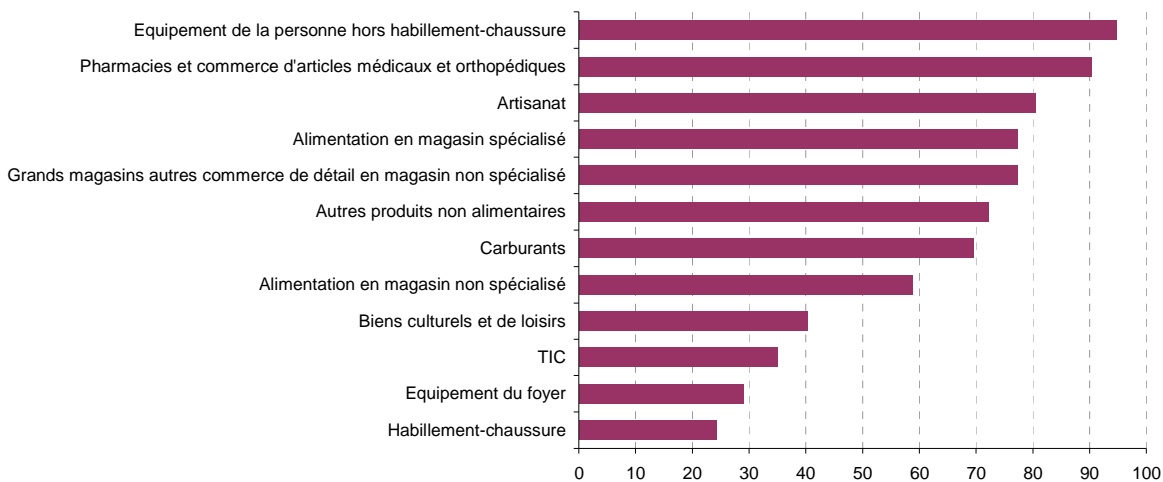
Graphique 3 : Répartition des magasins par taille et secteur d'activité en 2015 (en %)



Note de lecture : 29 % des magasins de plus de 400 m² sont des commerces d'alimentation en magasin non spécialisé
7,6 % des magasins de moins de 400 m² sont des commerces d'alimentation en magasin spécialisé

Source : Insee - Enquête sectorielle annuelle sur le commerce en 2015

Graphique 4 : Poids des entreprises ne possédant qu'un seul magasin en 2015 (en % du chiffre d'affaires)



Note de lecture : les entreprises ne possédant qu'un seul magasin réalisent 95 % du chiffre d'affaires du commerce de détail d'équipement de la personne hors habillement-chaussure.

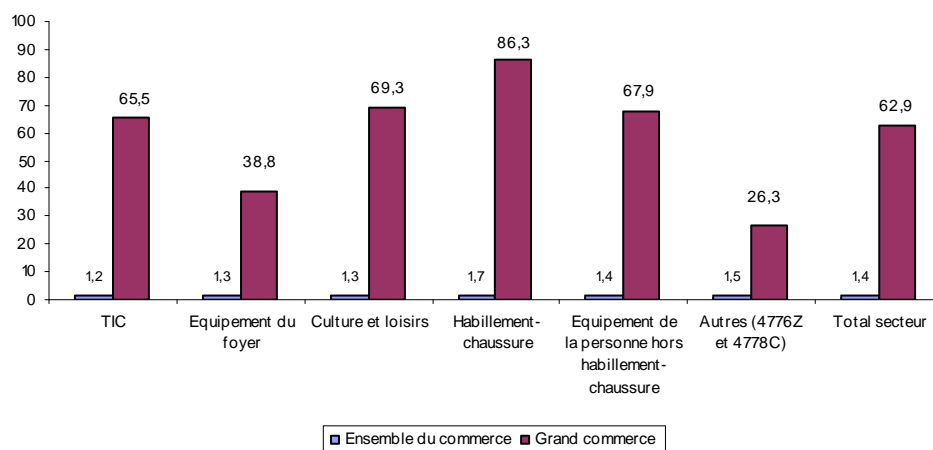
Source : Insee - Enquête sectorielle annuelle sur le commerce en 2015

2.4 - L'équipement commercial dans le grand commerce non alimentaire spécialisé ¹⁴

En 2015, les entreprises du grand commerce non alimentaire spécialisé possèdent en moyenne 63 magasins. Par secteur, le nombre de points de vente n'est pas corrélé à la part des ventes du grand commerce dans l'ensemble du secteur.

Par exemple, le nombre moyen de magasins par entreprise dans le secteur de l'équipement du foyer pour le grand commerce (39 magasins) est nettement inférieur à la moyenne. Cependant, ces magasins peu nombreux mais de grande taille génèrent à eux seuls plus de 60 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur. En comparaison, les grandes enseignes de l'habillement-chaussure qui ont en moyenne 86 magasins réalisent moins de 60 % du chiffre d'affaires de leur secteur. Ce nombre moyen élevé de magasins par entreprise s'explique par la présence de très grosses enseignes succursalistes faisant partie du grand commerce. Mais hors du grand commerce, ce secteur comprend aussi de nombreuses entreprises de petite taille, souvent adhérentes à un réseau d'enseigne (notamment en franchise) et qui réalisent une part importante du chiffre d'affaires du secteur.

Graphique 5 : Nombre moyen de magasins par entreprise ¹⁵ dans le grand commerce et dans l'ensemble du commerce en 2015



Source : Insee - *Ésane et Comptes du Commerce*

¹⁴ On s'en tient ici à la définition au sens strict du grand commerce non alimentaire spécialisé.

¹⁵ Le terme d'« entreprise » utilisé ici recouvre les sociétés et les entreprises individuelles. Il désigne toute unité légale déclarée au répertoire Sirene.

3 - Commerce et réparation d'automobiles

Le bilan 2016 est à nouveau très positif **pour le commerce et la réparation d'automobiles**¹⁶ dont les ventes en volume augmentent de 6,6 % après + 3,6 % en 2015. Cette embellie fait suite à trois années de récession. En 2016, les ventes du secteur progressent en valeur de 6,5 %, pour atteindre 116 milliards d'euros.

Le **commerce de véhicules automobiles** tire l'ensemble du commerce et de la réparation automobile : ses ventes en volume progressent à nouveau (+ 7,6 % en 2016, après + 6,2 % en 2015).

En 2016, l'**entretien et réparation automobile** se réoriente à la hausse après huit années de récession. Ainsi, les ventes augmentent de 4,3 % en volume et de 4,0 % en valeur.

La situation dans le **commerce de détail d'équipements automobiles** ainsi que dans le **commerce et la réparation de motocycles** s'améliore très nettement en 2016 : les ventes en volume augmentent respectivement de 3,8 % (après - 5,9 % en 2015) et de 3,9 % (après - 4,4 % en 2015).

Tableau 6 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles

Activités	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Montant en Mds€ 2016p
	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	
Commerce de véhicules automobiles	0,4	6,2	7,6	2,0	7,1	7,5	83,9
Entretien et réparation de véhicules automobiles	-5,0	-1,0	4,3	-3,7	-0,6	4,0	20,2
Commerce de gros d'équipements automobiles	4,5	0,4	3,0	5,5	2,0	2,5	1,3
Commerce de détail d'équipements automobiles	2,2	-5,9	3,8	3,3	-4,5	3,3	7,9
Commerce et réparation de motocycles	2,1	-4,4	3,9	3,2	-3,9	5,1	2,8
Commerce et réparation d'automobiles	-0,4	3,6	6,6	1,0	4,4	6,5	116,2

p : provisoire

Source : Insee - Comptes du commerce

¹⁶ Rappel : le commerce de carburant qui était classé dans le secteur du commerce et réparation d'automobiles en ancienne nomenclature figure désormais avec le commerce de détail.

Encadré 5 : Révisions des ventes au détail du commerce et réparation d'automobiles

Le calcul des ventes au détail par forme de vente s'appuie sur la réconciliation de deux sources : la consommation commercialisable des ménages et les chiffres d'affaires des secteurs commerciaux. Celles-ci sont donc sensibles aux révisions de la consommation commercialisable d'une part, et aux changements de secteur des entreprises d'une année à l'autre, notamment lors des restructurations.

Les évolutions des ventes au détail présentées sur l'année 2015 sont définitives. Elles sont issues de la version définitive de la consommation commercialisable et des données structurelles d'entreprises. Elles reprennent les chiffres d'affaires calculés par l'Insee à partir des déclarations fiscales des entreprises et de leur réponse à l'enquête structurelle annuelle (ESA).

Les évolutions de 2016 sont provisoires. Elles sont fondées sur les indices de chiffres d'affaires par secteur d'activité calculés par l'Insee à partir des déclarations des entreprises pour le paiement de la TVA.

Évolution des ventes du commerce et de la réparation d'automobiles (données provisoires et révisées)

		2011	2012	2013	2014	2015	2016
Rapport de décembre 2017 (base 2010)	en valeur	+ 4,2	- 4,3	- 2,0	+ 1,0	+ 4,4 (def)	+ 6,5 (p)
	en volume	+ 1,9	- 6,3	- 3,4	- 0,4	+ 3,5 (def)	+ 6,6 (p)
Rapport de juin 2017 (base 2010)	en valeur	+ 4,2	- 4,3	- 2,0	+ 1,0 (def)	+ 4,6 (sd)	+ 6,5 (p)
	en volume	+ 1,9	- 6,3	- 3,4	- 0,4 (def)	+ 3,8 (sd)	+ 6,7 (p)
Rapport de décembre 2016 (base 2010)	en valeur	+ 4,2	- 4,3	- 2,0 (def)	+ 1,0 (def)	+ 4,7 (p)	
	en volume	+ 1,9	- 6,3	- 3,4 (def)	- 0,4 (def)	+ 3,8 (p)	
Rapport de juin 2016 (base 2010)	en valeur	+ 4,2	- 4,3	- 2,0 (def)	+ 1,4 (sd)	+ 4,6 (p)	
	en volume	+ 1,9	- 6,3	- 3,4 (def)	+ 0,0 (sd)	+ 3,7 (p)	
Rapport de décembre 2015 (base 2010)	en valeur	+ 4,2	- 4,3	- 2,0 (def)	+ 1,4 (p)		
	en volume	+ 1,9	- 6,3	- 3,4 (def)	- 0,1 (p)		
Rapport de juin 2015 (base 2010)	en valeur	+ 4,2	- 4,3 (def)	- 1,9 (sd)	+ 1,6 (p)		
	en volume	+ 1,9	- 6,3 (def)	- 3,2 (sd)	+ 0,1 (p)		
Rapport de décembre 2014 (base 2010)	en valeur	+ 4,2	- 4,3 (def)	- 2,0 (p)			
	en volume	+ 1,9	- 6,3 (def)	- 3,3 (p)			
Rapport de juin 2014 (base 2010)	en valeur	+ 4,2 (def)	- 4,6 (sd)	- 1,9 (p)			
	en volume	+ 1,9 (def)	- 6,6 (sd)	- 3,3 (p)			

(def) données définitives (sd) données semi-définitives (p) données provisoires

Source : Insee - comptes du commerce

CHAPITRE II : EMPLOI ET SALAIRES

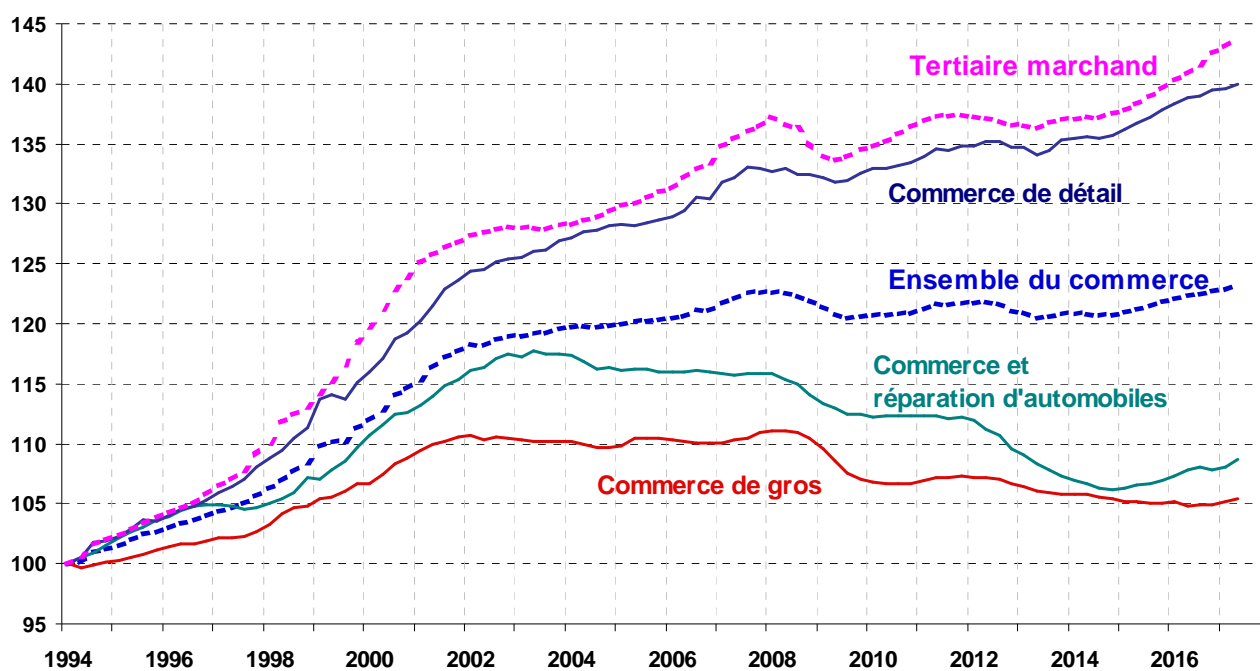
En 2016, 3,6 millions de personnes¹⁷ travaillent dans les secteurs commerciaux¹⁸. Parmi eux, un peu plus de cinq sur six sont salariés.

La hausse des effectifs salariés entamée en 2015 se poursuit en 2016 et début 2017. L'emploi salarié dans le commerce augmente de 0,7 % entre décembre 2015 et décembre 2016. Cette progression, tirée par le commerce de détail, est cependant moins soutenue que celle de l'emploi salarié de l'ensemble du tertiaire marchand. La croissance de l'emploi salarié se poursuit sur les deux premiers trimestres de 2017 dans l'ensemble des secteurs du commerce. La reprise de l'emploi dans le commerce et la réparation d'automobiles se confirme.

Début 2017, le commerce continue à intensifier son recours à l'intérim. Celui-ci s'accroît depuis fin 2012. Le nombre d'intérimaires atteint 68 300 à la fin du premier semestre 2017. Il progresse à la fois dans le commerce de détail et dans le commerce de gros.

Avertissement : les estimations d'emploi salarié et d'emploi intérimaire sont désormais fournies pour la France entière (hors Mayotte) et non plus sur le champ de la France métropolitaine.

Graphique 1 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce (base 100 au 1er trimestre 1994)



Champ : France (hors Mayotte)

Source : Insee, estimations d'emploi

¹⁷ En France hors Mayotte

¹⁸ Ensemble des établissements classés dans le commerce hors artisanat commercial

1 - La croissance de l'emploi salarié du commerce se poursuit début 2017

3,1 millions de salariés travaillent dans le commerce hors artisanat commercial fin 2016, soit 20 % des salariés de l'ensemble des secteurs principalement marchands¹⁹. Plus de la moitié d'entre eux exercent dans le commerce de détail et près d'un tiers dans le commerce de gros.

La hausse de l'emploi salarié du commerce se poursuit en 2016 et début 2017. Le secteur gagne ainsi 22 700 emplois salariés en 2016, soit + 0,7 %, et 13 700 sur les deux premiers trimestres de 2017.

Moins dynamique que l'emploi salarié du tertiaire marchand, dont la reprise s'amplifie en 2016 (+ 1,4 %), l'emploi salarié du commerce progresse sous l'impulsion du commerce de détail. Celui-ci gagne 20 800 salariés en 2016 (+ 1,2 %) et 6 600 salariés mi-2017.

L'emploi salarié dans le commerce et la réparation d'automobiles augmente également de 0,8 % en 2016 (soit 3 100 salariés) après s'être réduit de près de 10 % entre 2002 et 2014. Dans ce secteur, la reprise initiée en 2015 se confirme début 2017 avec un gain de 2 900 salariés sur le premier semestre.

Après un léger recul en 2016 (-1 100 salariés), le commerce de gros gagne 4 100 salariés au premier semestre 2017. Auparavant, à l'exception de 2011, l'emploi avait reculé depuis 2008, avec 54 800 salariés de moins en neuf ans.

Tableau 1 : Effectifs salariés hors intérim au 31/12 et 30/06 (en milliers) et part (en %)

Secteurs d'activité	2013	2014	2015	2016 (p)	30/06 2017 (p)	Part au 30/06 2017 (en %)
Commerce de détail	1 733	1 737	1 764	1 785	1 792	11
Commerce de gros	969	965	962	961	965	6
Commerce et réparation d'automobiles	371	367	370	373	376	2
Total commerce	3 073	3 070	3 096	3 119	3 132	20
Tertiaire marchand	11 015	11 057	11 174	11 328	11 424	72
Secteurs principalement marchands²⁰	15 674	15 635	15 687	15 809	15 911	100

(p) : données provisoires

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, estimations d'emploi

Tableau 2 : Effectifs salariés hors intérim, variation en glissement annuel au 31/12 (en % et milliers)

Secteurs d'activité	2012	2013	2014	2015	2016(p)	variation en 2016 (en milliers)
Commerce de détail	-0,1	0,5	0,3	1,5	1,2	20,8
Commerce de gros	-0,6	-0,8	-0,4	-0,4	-0,1	-1,1
Commerce et réparation d'automobiles	-2,3	-2,1	-1,1	0,7	0,8	3,1
Total commerce	-0,5	-0,2	-0,1	0,8	0,7	22,7
Tertiaire marchand	0,1	0,1	0,4	1,1	1,4	154,5
Secteurs principalement marchands	-0,2	-0,4	-0,2	0,3	0,8	122,0

(p) : données provisoires

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, estimations d'emploi

¹⁹ Les secteurs principalement marchands excluent l'agriculture ainsi que l'administration publique, l'enseignement (public et privé), la santé humaine et l'action sociale (publiques et privées).

²⁰ Hors intérim

2 - Le commerce intensifie son recours à l'intérim en 2016 et début 2017

Le commerce emploie 68 300 intérimaires à la fin du premier semestre 2017, intensifiant encore un recours à l'intérim en hausse depuis 2013. Cet accroissement (+ 5 400 intérimaires début 2017 après + 6 500 en 2016) est porté par le commerce de détail (+ 3 100) et le commerce de gros (+ 2 200). Depuis fin 2012, le commerce emploie ainsi 20 200 intérimaires de plus (+ 42 %).

Tableau 3 : Nombre d'intérimaires au 31/12 et 30/06 (en milliers) et part (en %)

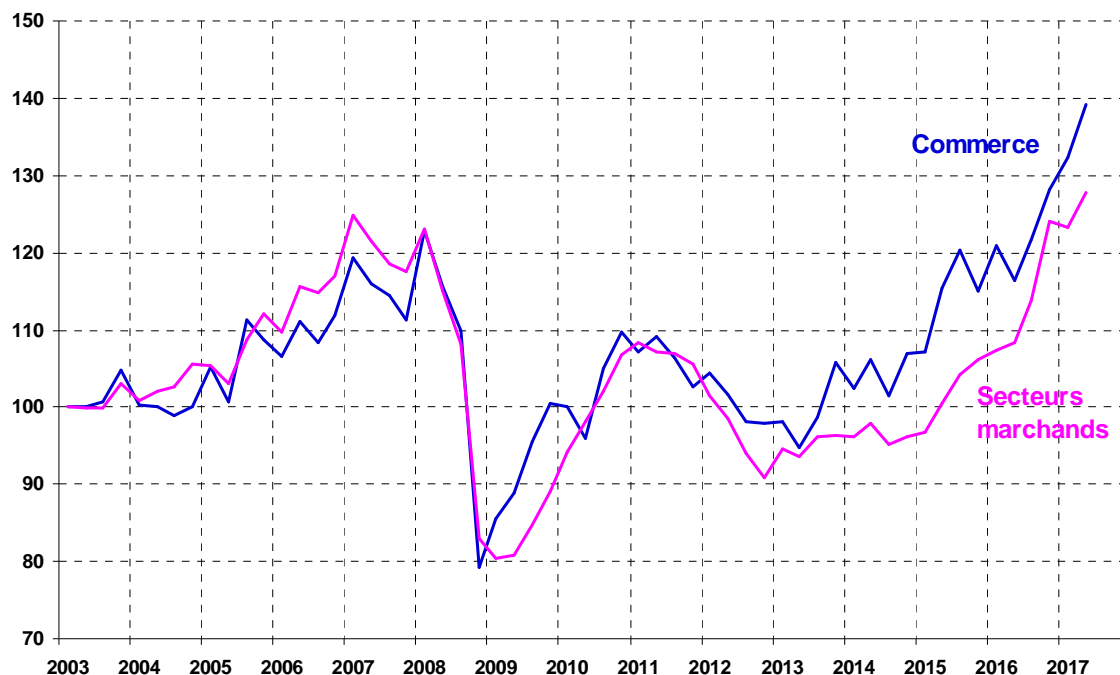
Secteurs d'activité	2013	2014	2015	2016	30/06 2017	Part au 30/06 2017 (en %)
Commerce de détail	19,2	19,5	21,1	23,1	26,2	4
Commerce de gros	29,4	29,4	31,1	34,5	36,7	5
Commerce et réparation d'automobiles	3,3	3,7	4,3	5,3	5,4	1
Total commerce	51,9	52,5	56,4	62,9	68,3	10
Tertiaire marchand	179,6	186,1	209,7	252,7	269,8	39
Secteurs principalement marchands	524,2	523,0	577,5	674,4	694,6	100

Champ : France hors Mayotte

Source : Dares

Un peu plus de la moitié des intérimaires du commerce sont employés par le commerce de gros. Le taux de recours plus élevé de ce secteur à l'intérim (plus de 3 % en 2016) est lié à la plus forte volatilité de son activité.

Graphique 2 : Effectif intérimaire trimestriel dans le commerce (base 100 au 1er trimestre 2003)



Champ : France hors Mayotte

Source : Dares

Tableau 4 : Nombre d'intérimaires, variation en glissement annuel au 31/12 (en % et milliers)

Secteurs d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	variation en 2016 (en milliers)
Commerce de détail	0,0	12,0	1,3	8,4	9,5	2,0
Commerce de gros	-5,7	5,8	0,1	5,6	11,2	3,5
Commerce et réparation d'automobiles	-15,1	2,9	11,6	17,4	24,0	1,0
Total commerce	-4,4	7,8	1,2	7,5	11,5	6,5
Tertiaire marchand	-6,2	6,5	3,6	12,7	20,5	43,0
Secteurs principalement marchands	-13,9	6,1	-0,2	10,4	16,8	96,8

Champ : France hors Mayotte
Source : Dares

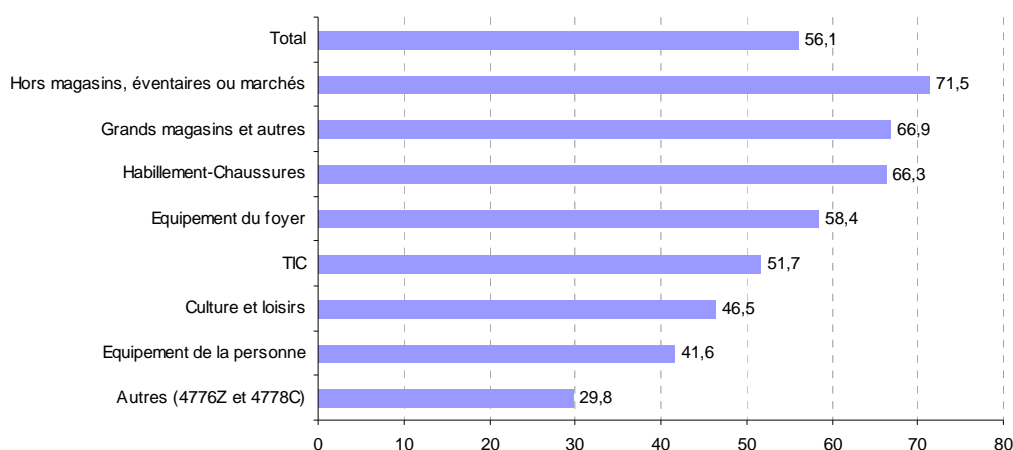
3 - En 2015, près de 60 % des salariés du grand commerce travaillent dans l'habillement-chaussures et l'équipement du foyer²¹

Au 31 décembre 2015, 398 900 salariés travaillent dans le grand commerce au sens large (voir encadré page 36). Ils représentent un peu plus de la moitié (56,1 %) de l'ensemble des salariés des secteurs du commerce de détail hors commerce alimentaire en magasin.

Le secteur du commerce hors magasin, éventaires ou marchés est celui où la part des salariés dans le grand commerce au sens large est la plus élevée (71,5 %) avec 50 200 personnes. Dans les grands magasins et autres, la part du grand commerce s'élève à 66,9 % soit 19 400 personnes. Elle est la plus faible dans l'équipement de la personne et dans les secteurs « autres » (fleuristes, jardineries, animaleries et autres divers).

Deux secteurs concentrent à eux seuls près de 60 % des salariés du grand commerce au sens large : l'habillement-chaussures (118 300 personnes) et l'équipement du foyer (114 000 personnes). A l'inverse, avec un peu moins de 10 000 personnes, le secteur des TIC est celui qui emploie le moins de salariés du grand commerce (2,5 %).

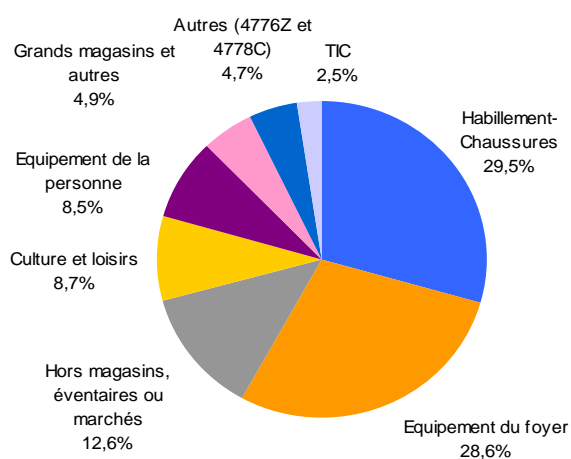
Graphique 3 : Part des salariés des secteurs du commerce non alimentaire spécialisé travaillant dans le grand commerce au sens large en 2015 (en %)



Source : Insee - Comptes du Commerce (année 2015) Sont pris en considération les effectifs salariés au 31/12

²¹ Les données d'emploi du grand commerce sont tirées de l'enquête sectorielle annuelle d'entreprise. Les données les plus récentes portent sur l'année 2015.

Graphique 4 : Répartition des salariés du grand commerce au sens large selon le secteur d'activité au 31/12/2015



Source : Insee - Comptes du Commerce (année 2015)

CHAPITRE III : LES OPÉRATIONS INTERNATIONALES

1 - Stabilité du déficit extérieur des sociétés commerciales en 2016

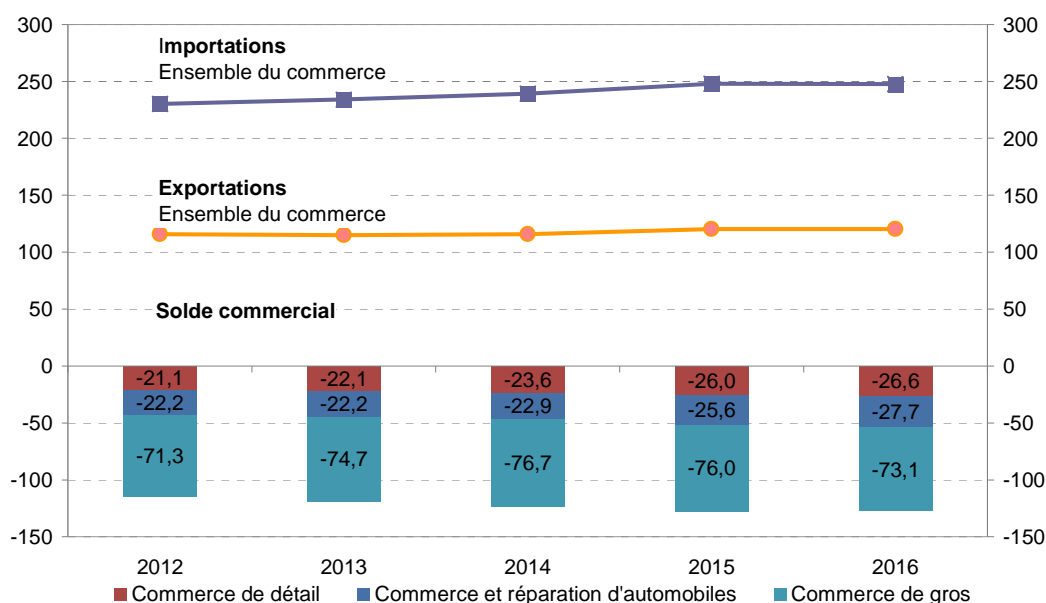
En 2016, le commerce mondial a poursuivi son ralentissement entamé en 2015 du fait d'importations décevantes en zone euro et en Chine, notamment au premier semestre, et du ralentissement de la demande intérieure des pays anglo-saxons. Selon l'OMC (Organisation mondiale du commerce), le commerce mondial a enregistré en 2016 le plus faible rythme de croissance (+ 1,3 % en volume) depuis la crise financière de 2009. Dans ce contexte, les importations des opérateurs du commerce ont été quasi stables par rapport à 2015 (- 0,1 %), pour se chiffrer à 248 milliards d'euros environ. En 2016, les importations ont notamment diminué depuis les États-Unis (- 8 %) et la Russie (- 39 %), en particulier les approvisionnements énergétiques. À l'inverse, les achats des sociétés commerciales ont sensiblement augmenté depuis les Pays-Bas (+ 13 %), en particulier les importations de tabacs manufacturés, de produits informatiques et de véhicules automobiles, et depuis le Japon (+ 11 %), notamment les importations d'automobiles. 2016 a également été marquée par une redéfinition du circuit d'approvisionnement en produits pharmaceutiques par les sociétés commerciales : les importations en provenance des États-Unis et de l'Autriche ont diminué tandis qu'elles ont augmenté depuis la Suisse et l'Irlande.

Dans le même temps, les exportations des opérateurs des secteurs du commerce en France ont été quasi stables après avoir sensiblement augmenté en 2015 (+ 4,1 %). En cumul sur l'année, elles sont estimées à 120 milliards d'euros. Les exportations de marchandises de ces sociétés commerciales à destination de l'Union européenne (UE) se sont améliorées de nouveau (+ 2,2 % après + 4,0 % en 2015), malgré le ralentissement général des importations en zone euro. À l'inverse, les exportations vers les pays tiers (hors UE) se sont sensiblement contractées (- 4,7 % après + 4,2 %). Elles ont nettement reculé vers l'Algérie (- 16 %), sous l'effet de la chute des ventes de blé et de produits pharmaceutiques, et vers la Chine (- 13 %), en raison de l'effondrement des livraisons d'orge en 2016.

En 2016, le déficit extérieur du secteur du commerce s'est maintenu autour de 127 milliards d'euros. L'amélioration du déficit commercial du secteur du commerce de gros (- 2,9 milliards) a été complètement compensée par la dégradation du déficit commercial des secteurs du commerce et de la réparation automobile (+ 2,1 milliards) ainsi que du commerce de détail (+ 0,6 milliard).

De 2012 à 2015, le déficit commercial des opérateurs du commerce se détériorait quand celui de l'ensemble des opérateurs s'améliorait. En 2016, la situation s'est inversée : pour la 1^{ère} fois depuis 2011, le déficit commercial de la France s'est aggravé tandis que celui des seules sociétés commerciales a très légèrement diminué.

Graphique 1 : Évolution des échanges du secteur du commerce (en Mds€)



Source : Douanes

Tableau 1 : Évolution des échanges de la France et du secteur du commerce (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	Valeur 2016 (en Mds€)
Exportations (évolution en %)						
Ensemble du commerce extérieur	3,3	-1,4	0,0	4,2	-0,7	443,3
dont : secteur commerce	6,1	-0,6	0,6	4,1	-0,1	120,2
Importations (évolution en %)						
Ensemble du commerce extérieur	1,3	-2,3	-0,5	1,0	-0,1	509,2
dont : secteur commerce	3,9	1,6	2,2	3,8	-0,1	247,6
Déficit commercial (en milliards d'euros)						
Ensemble du commerce extérieur	84,4	79,0	76,1	63,2	65,9	
dont : secteur commerce	114,5	119,0	123,2	127,6	127,4	

Source : Douanes

De façon structurelle, l'évolution des échanges du commerce est majoritairement dictée par le commerce de gros, qui représente près de 90 % des ventes et 75 % des achats. Néanmoins, les amplitudes d'évolution plus importantes dans le commerce de détail ainsi que dans le commerce et réparation d'automobiles ces dernières années atténuent cette influence.

En 2016, la baisse des exportations du commerce de gros (-0,5 % par rapport à 2015) a compensé la hausse significative des exportations du commerce et réparation d'automobiles (+ 5,0 %). Ce phénomène est encore plus marqué pour les importations. Ainsi, la hausse des importations dans le commerce et réparation d'automobiles (+ 7,6 %) et, dans une moindre mesure, dans le commerce de détail (+ 2,1 %) est intégralement annulée par la baisse des achats des grossistes (- 1,8 %).

Tableau 2 : Évolution des échanges du commerce par sous-secteur (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	Valeur 2016 (en milliards d'euros)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce	6,1	-0,6	0,6	4,1	-0,1	120,2
dont : commerce et réparation d'automobiles	-0,3	-1,8	6,0	7,1	5,0	6,4
dont : commerce de gros	6,3	-1,0	-0,2	3,9	-0,5	106,0
dont : commerce de détail	8,5	6,0	9,8	3,5	0,7	7,8
Importations						
Ensemble du secteur du commerce	3,9	1,6	2,2	3,8	-0,1	247,6
dont : commerce et réparation d'automobiles	-7,4	-0,4	4,0	10,8	7,6	34,0
dont : commerce de gros	5,4	1,4	1,1	1,9	-1,8	179,2
dont : commerce de détail	7,6	5,1	7,6	8,5	2,1	34,4

Source : Douanes

1.1 - Baisse des importations du commerce de gros après quatre années de hausse

En 2016, les importations des grossistes ont reculé de 1,8 %, après quatre années de hausse. Cette baisse est intégralement liée à la forte contraction des achats énergétiques qui s'est poursuivie en 2016 : - 50 % après - 39 % pour les hydrocarbures naturels et - 29 % après - 33 % pour les produits pétroliers raffinés. La chute a été particulièrement marquée au premier semestre, tant pour les approvisionnements en hydrocarbures naturels que pour ceux en produits pétroliers raffinés, du fait essentiellement de la baisse des prix. Par conséquent, la baisse des importations du secteur s'est concentrée sur les zones fournisseuses de pétrole, notamment l'Afrique (- 16 %) et le Proche et Moyen-Orient (- 15 %). Les importations par les grossistes de produits pharmaceutiques et de produits chimiques de base ont également sensiblement reculé en 2016, respectivement de - 4,6 % et - 4,3 %.

En 2016, les exportations des opérateurs du commerce de gros ont légèrement diminué (- 0,5 %) après avoir sensiblement progressé en 2015 (+ 3,9 %). Elles ont sensiblement diminué à destination des pays tiers (- 4,6 %), notamment vers l'Afrique, sous l'effet de la baisse des livraisons de blé et de produits pharmaceutiques vers l'Algérie, et vers l'Asie, en raison de l'effondrement des livraisons d'orge vers la Chine. A l'inverse, les ventes des grossistes ont progressé vers l'Union Européenne (+ 1,7 %), en particulier les livraisons aéronautiques vers le Royaume-Uni ainsi que les livraisons de machines vers l'Italie et l'Espagne. En 2016, les exportations de produits énergétiques par les opérateurs du commerce

de gros ont enregistré un nouveau recul important (– 21 %, après – 34 % en 2015). Cette baisse est liée à la fois à la diminution des prix et à une offre moins importante. En 2016, la production française de pétrole raffiné a notamment été paralysée au printemps par des mouvements sociaux.

Tableau 3 : Évolution des échanges du commerce de gros par produit (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	Valeur 2016 (en milliards d'euros)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce de gros	6,3	-1,0	-0,2	3,9	-0,5	106,0
AZ - Produits agricoles	-6,7	8,0	-13,1	6,2	-9,0	11,0
C1 - Produits des industries agroalimentaires	7,6	3,1	-4,7	0,3	-2,1	14,0
DE - Hydrocarbures naturels	-9,9	-14,1	-0,3	-3,8	-8,3	1,2
C2 - Produits pétroliers raffinés	9,1	-11,7	-5,0	-33,8	-21,1	1,3
C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	12,3	-4,2	2,5	7,5	2,2	22,7
C4 - Matériel de transport	14,8	35,3	-0,9	19,2	8,1	3,9
C5 - Autres produits industriels	7,1	-3,6	3,9	4,4	1,3	51,4
CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures	6,2	0,0	1,2	11,7	6,2	10,8
CC - Bois, papier et imprimerie	7,3	-0,2	11,4	-5,2	-1,4	1,4
CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques	5,7	-2,5	6,9	-1,2	-3,2	15,7
CF - Produits pharmaceutiques	16,3	-8,6	3,3	1,6	4,0	10,2
CG - Produits en caoutchouc et plastiques	-3,4	3,3	6,4	5,1	3,4	2,1
CH - Produits métallurgiques et métalliques	2,9	-16,7	-3,0	16,9	-7,2	5,2
CM - Produits manufacturés divers	4,7	10,2	4,6	5,4	8,8	6,0
Importations						
Ensemble du secteur du commerce de gros	5,4	1,4	1,1	1,9	-1,8	179,2
AZ - Produits agricoles	3,9	9,4	-1,7	8,2	10,6	8,3
C1 - Produits des industries agroalimentaires	3,8	6,4	-0,8	5,5	2,2	20,2
DE - Hydrocarbures naturels	-15,2	45,4	-3,0	-39,3	-50,4	1,2
C2 - Produits pétroliers raffinés	33,8	3,8	2,9	-32,7	-29,1	6,8
C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	1,2	-0,1	-1,3	5,7	1,6	51,6
C4 - Matériel de transport	13,1	40,3	-0,9	23,4	-4,7	5,9
C5 - Autres produits industriels	5,4	-3,1	3,5	5,2	-1,2	84,2
CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures	-1,8	-2,6	7,5	8,0	1,1	14,6
CC - Bois, papier et imprimerie	1,7	-0,6	0,1	-0,7	-2,2	4,8
CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques	6,7	-8,5	-3,7	2,6	-4,3	15,9
CF - Produits pharmaceutiques	27,4	-2,1	10,7	6,6	-4,6	16,7
CG - Produits en caoutchouc et plastiques	3,1	-0,9	2,7	4,0	3,2	8,5
CH - Produits métallurgiques et métalliques	-5,1	-3,6	-1,4	3,8	-5,7	10,3
CM - Produits manufacturés divers	2,2	1,7	6,9	8,1	6,7	13,3

Note : Tous les produits échangés ne figurent pas dans ce tableau. Seuls les ceux avec les montants les plus importants sont diffusés.

Source : Douanes

Tableau 4 : Évolution des échanges du commerce de gros par zone géographique (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	Valeur 2016 (en milliard d'euros)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce de gros	6,3	-1,0	-0,2	3,9	-0,5	106,0
vers l'Union européenne	6,9	0,1	0,6	3,5	1,7	71,5
vers les pays tiers (hors UE)	5,3	-3,0	-1,9	4,8	-4,6	34,5
Importations						
Ensemble du secteur du commerce de gros	5,4	1,4	1,1	1,9	-1,8	179,2
depuis l'Union européenne	5,9	-0,8	-0,3	0,6	-0,9	98,4
depuis les pays tiers (hors UE)	4,8	4,2	2,8	3,5	-2,9	80,7

Source : Douanes

Encadré 6 : Le commerce de gros, une grande diversité des acteurs à l'exportation comme à l'importation

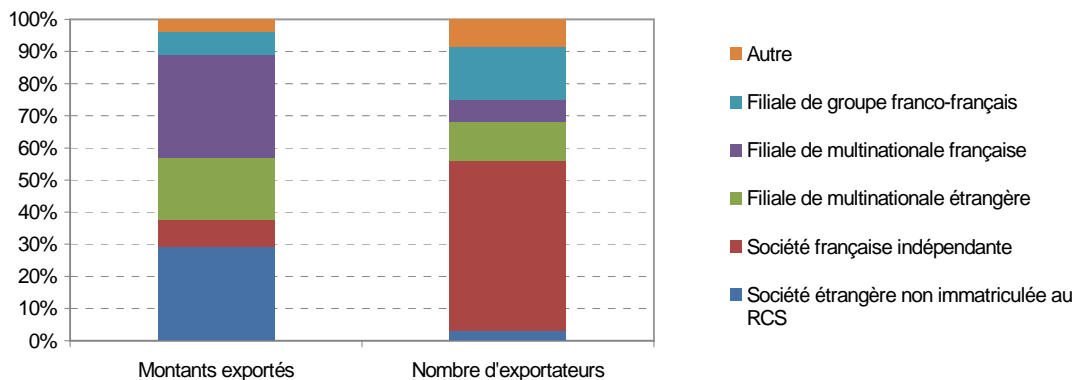
En 2016, les opérateurs du commerce de gros ont exporté environ 106 milliards d'euros de biens, soit près du quart des exportations totales depuis la France, et importé près de 180 milliards d'euros de biens, soit un peu plus du tiers des importations totales en France. Cette population des opérateurs du commerce de gros est loin d'être homogène et reflète la complexité des échanges et des circuits de distributions.

En 2016, 30 500 opérateurs relevant du secteur du commerce de gros ont déclaré avoir exporté au moins un bien depuis la France au cours de l'année pour un montant total d'exportations de 106 milliards d'euros. Le secteur du commerce de gros se caractérise par une part importante des ventes à l'international réalisées par des sociétés étrangères non immatriculées au registre du commerce et des sociétés (RCS). Ces sociétés, minoritaires en nombre, pèsent beaucoup en termes de montants échangés : en 2016, elles ont représenté moins de 3 % des exportateurs du commerce de gros mais ont réalisé environ 30% des exportations totales du secteur. Elles interviennent pour le compte de grands groupes étrangers mais n'ont aucun établissement productif ni aucun salarié en France. En conséquence, dans le secteur du commerce de gros, la part des exportations réalisées par les opérateurs de moins de 20 salariés est nettement supérieure à celle observée sur l'ensemble des secteurs et en particulier dans les secteurs de l'industrie (respectivement 60% dans le secteur du commerce de gros contre 23% tous secteurs confondus et 7,5 % dans les secteurs industriels).

À côté de ces sociétés étrangères non résidentes, on retrouve majoritairement des sociétés françaises indépendantes, qui sont spécialisées dans la commercialisation des produits (société du commerce international, sociétés de gestion export, courtiers en marchandise, commissionnaires). Elles interviennent notamment pour le compte de PME qui, ne disposant pas de ressources en propre suffisantes, externalisent leurs ventes. En 2016, ces sociétés françaises indépendantes ont représenté plus de la moitié des exportateurs du commerce de gros mais seulement 9 % des exportations.

La majorité des ventes du secteur est en fait réalisée par des filiales spécialisées dans le commerce de gros. Ainsi, en 2016, les filiales commerciales des multinationales françaises ont exporté près de 34 milliards d'euros de biens depuis la France (soit 32 % des montants exportés du secteur), dont la moitié est le fait d'une trentaine de filiales commerciales de grandes entreprises industrielles. Les filiales du commerce de gros des multinationales étrangères ont exporté quant à elles plus de 20 milliards d'euros en 2016 (soit 19 % des montants exportés du secteur) tandis que celles des groupes franco-français, c'est-à-dire les groupes français sans filiale à l'étranger, ont réalisé environ 7,5 milliards d'euros d'exportations (soit 7 %).

Répartition du nombre d'exportateurs et des montants exportés dans le secteur -du commerce de gros par catégorie d'opérateurs (en %)



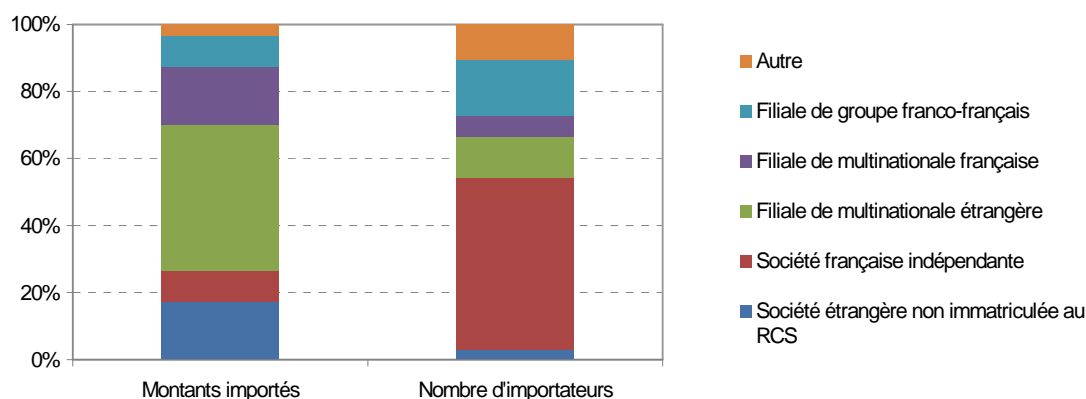
Source : Douanes

Champ : Exportations de biens depuis la France en 2016 hors expéditions intracommunautaires en-dessous du seuil de déclaration statistique

En 2016, plus de 36 000 opérateurs du secteur ont déclaré avoir importé en France au moins un bien au cours de l'année pour un montant total d'importations de près de 180 milliards d'euros. A l'importation, le secteur du commerce de gros se distingue surtout par la prépondérance des filiales de multinationales étrangères. Ainsi, en 2016, les filiales des multinationales étrangères classées dans le secteur du commerce de gros ont importé en France près de 78 milliards d'euros (soit 44 % des montants importés du secteur) contre environ 31 milliards d'euros pour les filiales commerciales des multinationales françaises (soit 17 %) et 16 milliards pour celles des groupes franco-français (soit 9 %).

A l'instar des exportateurs, les importateurs se caractérisent également par une forte proportion de sociétés françaises indépendantes (51 % des importateurs du commerce de gros en 2016), qui pèsent peu en terme de montants importés (seulement 9 % des montants importés du secteur en 2016). À l'inverse, les sociétés étrangères non immatriculées au RCS sont peu nombreuses mais leurs flux d'importations de biens sont conséquents. En 2016, ces sociétés ont représenté 3 % des importateurs du commerce de gros et réalisé environ 17 % des importations totales du secteur.

Répartition du nombre d'importateurs et des montants importés dans le secteur du commerce de gros par catégorie d'opérateurs (en %)



Source : Douanes

Champ : Importations de biens en France en 2016 hors introductions intracommunautaires en-dessous du seuil de déclaration statistique

1.2 - Aggravation du déficit commercial pour le secteur du commerce et réparation d'automobiles

En 2016, les importations du commerce et de la réparation automobiles sont restées très dynamiques (+ 7,6 %, après + 10,8 % en 2015), en raison d'une forte hausse des importations de véhicules automobiles en provenance de l'Union européenne, en particulier depuis l'Allemagne (+ 8,5 %), ainsi que depuis le Japon (+ 28 %) et la Turquie (+ 30 %). À l'inverse, les achats de produits en caoutchouc et plastiques ont fortement diminué (- 11,9 % par rapport à 2015), notamment depuis les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

En 2016, les exportations des opérateurs des secteurs du commerce et de la réparation d'automobiles ont progressé sensiblement pour la 3^{ème} année consécutive (+ 5,0 %, après + 7,1 % en 2015 et + 6,0 % en 2014), sous l'effet de fortes livraisons de véhicules automobiles à destination de l'Union Européenne, notamment vers l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. Dans le même temps, les ventes de produits en caoutchouc et plastiques ont nettement reculé (- 19 %).

Dans le secteur du commerce et de la réparation automobiles, le montant des importations représente environ cinq fois celui des exportations. En 2016, la progression des importations conjuguée au moindre dynamisme des exportations a alourdi le déficit commercial du secteur.

Tableau 5 : Évolution des échanges du commerce et réparation d'automobiles par produit (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	Valeur 2016 (en milliards d'euros)
Exportations						
Ensemble du secteur commerce et réparation d'automobiles	-0,3	-1,8	6,0	7,1	5,0	6,4
dont : C4 - matériel de transport	-4,3	3,3	9,3	6,2	10,9	4,5
dont : C29A - automobiles	-5,7	1,8	15,6	4,6	15,8	3,1
dont : C29B- équipements pour automobile	-1,9	7,2	-6,2	6,8	-1,2	1,1
dont : CG - produits en caoutchouc et plastiques	4,7	-14,3	-4,6	5,2	-18,8	0,9
Importations						
Ensemble du secteur commerce et réparation d'automobiles	-7,4	-0,4	4,0	10,8	7,6	34,0
dont : C4 - matériel de transport	-8,6	-0,9	4,3	11,4	10,0	29,9
dont : C29A - automobiles	-9,2	-1,8	4,2	12,3	11,3	26,0
dont : C29B- équipements pour automobile	-1,2	7,3	2,1	7,5	0,9	2,7
dont : CG - produits en caoutchouc et plastiques	-3,1	0,7	-0,1	2,2	-11,9	1,6

Note : Tous les produits échangés ne figurent pas dans ce tableau. Seuls ceux avec les montants les plus importants sont diffusés.

Source : Douanes

Tableau 6 : Évolution des échanges du commerce et réparation d'automobiles par zone géographique (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	Valeur 2016 (en Mds€)
Exportations						
Ensemble du secteur commerce et réparation d'automobiles	-0,3	-1,8	6,0	7,1	5,0	6,4
vers l'Union européenne	-7,7	2,7	6,7	14,1	12,9	5,1
vers les pays tiers (hors UE)	19,0	-10,8	4,3	-9,3	-18,6	1,2
Importations						
Ensemble du secteur commerce et réparation d'automobiles	-7,4	-0,4	4,0	10,8	7,6	34,0
depuis l'Union européenne	-7,2	-0,4	3,9	10,9	6,4	28,1
depuis les pays tiers (hors UE)	-8,8	-0,4	4,9	9,9	13,4	6,0

Source : Douanes

1.3 - Ralentissement des échanges dans le commerce de détail

En 2016, les importations du commerce de détail ont de nouveau progressé mais à un rythme moindre que les précédentes années (+ 2,1 %, après + 8,1 % en 2015 et + 7,6 % en 2014), sous l'effet de la forte hausse des achats du secteur de la vente à distance (+ 12 %). Les importations ont également sensiblement progressé dans le commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (+ 18 %). Dans le même temps, les exportations des opérateurs du commerce de détail ont de nouveau marqué le pas (+ 0,7 % après + 3,5 % en 2015 et + 9,8 % en 2014). A l'instar des importations, le secteur de la vente à distance est le principal contributeur à la hausse des exportations (+ 13 %), en particulier pour les ventes de produits textiles, habillement, cuir et chaussures.

Tableau 7 : Évolution des échanges du commerce de détail par produit (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	Valeur 2016 (en Mds€)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce de détail	8,5	6,0	9,8	3,5	0,7	7,8
dont C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	4,0	6,8	22,5	-0,9	-3,0	1,3
dont C5 - Autres produits industriels	8,1	9,4	9,0	8,3	0,5	5,1
<i>dont CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures</i>	<i>10,0</i>	<i>15,9</i>	<i>4,1</i>	<i>4,7</i>	<i>4,1</i>	<i>2,8</i>
<i>dont CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques</i>	<i>-1,6</i>	<i>-2,1</i>	<i>15,1</i>	<i>16,0</i>	<i>-26,7</i>	<i>0,6</i>
<i>dont CM - Produits manufacturés divers</i>	<i>14,4</i>	<i>13,8</i>	<i>24,0</i>	<i>9,5</i>	<i>15,4</i>	<i>1,1</i>
Importations						
Ensemble du secteur du commerce de détail	7,6	5,1	7,6	8,5	2,1	34,4
dont C1 - Produits des industries agroalimentaires	13,0	3,4	4,7	5,7	4,0	3,7
dont C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	14,9	5,4	20,6	17,7	1,8	6,2
dont C5 - Autres produits industriels	4,5	7,4	8,8	7,0	1,4	22,3
<i>dont CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures</i>	<i>4,5</i>	<i>12,2</i>	<i>7,5</i>	<i>5,8</i>	<i>0,0</i>	<i>12,8</i>
<i>dont CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques</i>	<i>-4,5</i>	<i>11,5</i>	<i>2,9</i>	<i>17,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>
<i>dont CG - Produits en caoutchouc et plastiques</i>	<i>3,0</i>	<i>4,3</i>	<i>7,8</i>	<i>5,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>
<i>dont CH - Produits métallurgiques et métalliques</i>	<i>-12,8</i>	<i>0,8</i>	<i>14,2</i>	<i>14,2</i>	<i>5,4</i>	<i>1,0</i>
<i>dont CM - Produits manufacturés divers</i>	<i>11,7</i>	<i>-0,9</i>	<i>13,3</i>	<i>7,7</i>	<i>10,4</i>	<i>5,0</i>

Note : Tous les produits échangés ne figurent pas dans ce tableau. Seuls les ceux avec les montants les plus importants sont diffusés.

Source : Douanes

Tableau 8 : Évolution des échanges du commerce de détail par zone géographique (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	Valeur 2016 (en Mds€)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce de détail	8,5	6,0	9,8	3,5	0,7	7,8
vers l'Union européenne	6,7	5,1	14,9	3,1	-0,6	5,4
vers les pays tiers (hors UE)	12,3	7,9	-0,3	4,2	3,6	2,5
Importations						
Ensemble du secteur du commerce de détail	7,6	5,1	7,6	8,5	2,1	34,4
depuis l'Union européenne	4,0	2,0	4,9	7,6	2,9	16,8
depuis les pays tiers (hors UE)	11,8	8,5	10,4	9,4	1,3	17,6

Source : Douanes

2 - La position nette créditrice du commerce se renforce en 2016

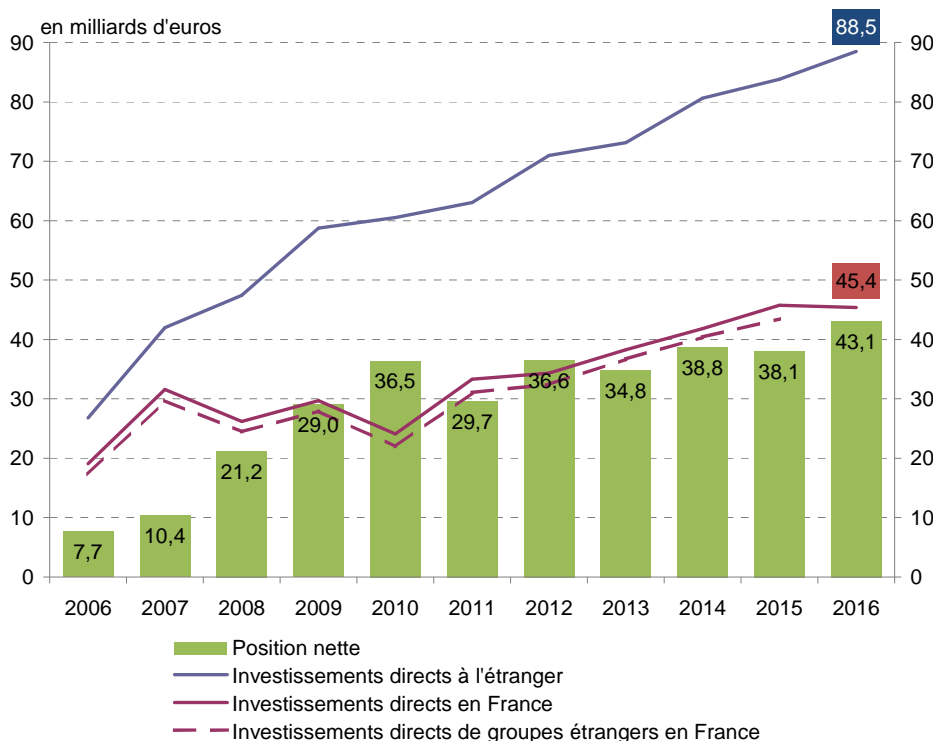
La position nette des investissements directs²² du commerce est la différence entre les investissements directs à l'étranger effectués par les entreprises résidentes du commerce et les investissements directs effectués par des entreprises étrangères dans des entreprises résidentes de commerce.

Fin 2016, les stocks d'investissements directs du commerce affichent une position nette créditrice de 43 milliards d'euros contre 38 milliards l'année précédente. Cela représente 8,1 % de la position nette totale en investissements directs de la France (530 milliards à fin 2016).

Depuis 2011, les stocks d'investissements directs français à l'étranger des entreprises commerciales augmentent (89 milliards à la fin de 2016). Les stocks d'investissements étrangers en France dans le secteur du commerce suivent la même tendance depuis 2010, mais se stabilisent en 2016 à 45 milliards d'euros.

Après avoir significativement augmenté de 2006 à 2010, la position créditrice affiche depuis des à-coups.

Graphique 2 : Évolution des stocks d'investissements directs français des secteurs du commerce depuis 2006



Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

²² Égale à la différence entre investissements directs sortants et investissements directs entrants, la position nette en investissements directs étrangers (IDE) d'un pays est positive (créditrice) lorsque le pays est investisseur net à l'étranger et négative (débitrice) quand le pays accueille plus d'IDE qu'il n'en effectue lui-même à l'étranger. Elle évolue d'une année sur l'autre en fonction des flux nets d'IDE enregistrés au cours de l'année, des fluctuations de change (se traduisant par la variation de la contre-valeur en euro des encours libellés en devises) et d'autres ajustements statistiques (effets de valorisation et autres changements de volume).

2.1 - Moyennement internationalisé, le secteur du commerce doit sa position créditrice au commerce de détail

Par rapport aux autres grands secteurs d'activité, **le commerce se situe au 4^{ème} rang**. L'industrie est le secteur dont la position créditrice nette est la plus élevée (350 milliards), devant les activités financières et d'assurance (130 milliards) et l'information et communication .

Tableau 9 : Position nette de la France en investissements directs par secteur d'activité (en valeur mixte)²³

En milliards d'euros	2012	2013	2014	2015	2016
Agriculture, sylviculture et pêche (A)	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	-0,2
Industries (B à E)	267,3	257,4	323,0	354,6	349,7
Construction (F)	18,8	16,1	17,1	5,9	3,1
Commerce, réparation d'automobiles (G)	36,6	34,8	38,8	38,1	43,1
Transports et entreposage (H)	-2,1	-1,8	-0,2	-1,1	-2,0
Hébergement et restauration (I)	3,6	2,8	4,3	5,1	5,4
Information et communication (J)	60,5	54,9	55,2	59,0	55,5
Activités financières et d'assurance (K)	126,2	116,5	105,9	107,8	133,9
Activités immobilières (L)	-67,2	-70,9	-73,0	-70,0	-68,0
Autres services (M à S)	6,5	1,9	1,3	10,7	9,6
Non ventilé	-1,5	-2,7	16,9	9,6	2,7
Total tous secteurs	448,6	408,8	489,2	519,6	532,9

Source: Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

La position nette créditrice du commerce provient principalement du commerce de détail en magasin non spécialisé (38 milliards en 2016), reflet de l'internationalisation de plusieurs grands noms du secteur (Carrefour, Auchan, Casino). Le solde est créditeur également mais dans de moindres proportions dans le commerce de gros de biens domestiques ou la réparation automobile. Il présente en revanche un solde débiteur dans quelques segments comme le commerce de détail non alimentaire en magasins spécialisés.

Tableau 10 : Position nette de la France en investissements directs du commerce

En milliards d'euros	2012	2013	2014	2015	2016
Commerce de gros (y compris intermédiaires)	2,7	3,3	3,3	3,3	3,4
Intermédiaires du commerce de gros	-1,5	-1,9	-2,7	-1,7	-1,7
CG produits agricoles bruts et animaux vivants	0,2	0,2	0,9	1,0	0,8
CG produits alimentaires, boissons, tabac	1,5	2,6	2,6	1,9	2,0
CG biens domestiques	4,4	4,9	3,7	4,3	4,9
CG équipements information et communication	-1,0	-1,3	-1,0	-1,5	-0,9
CG autres équipements industriels	-1,9	-2,0	-2,2	-1,9	-2,0
Autres CG spécialisés	0,8	0,8	1,9	0,9	0,3
Commerce de détail	31,9	29,5	31,9	31,1	34,5
CD en magasin non spécialisé	33,2	33,2	34,7	34,3	37,7
CD non alimentaire en magasins spécialisés	-1,3	-3,5	-2,6	-3,1	-3,5
Commerce et réparation automobile	2,0	2,0	3,5	3,8	5,1
Total commerce	36,6	34,8	38,8	38,1	43,1

Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

²³ Données agrégées conformes à celles de l'édition 2016 du *Rapport annuel de la balance des paiements et de la position extérieure*, disponible à l'adresse suivante :

www.banque-france.fr > Statistiques > Balance des paiements > La balance des paiements et la position extérieure

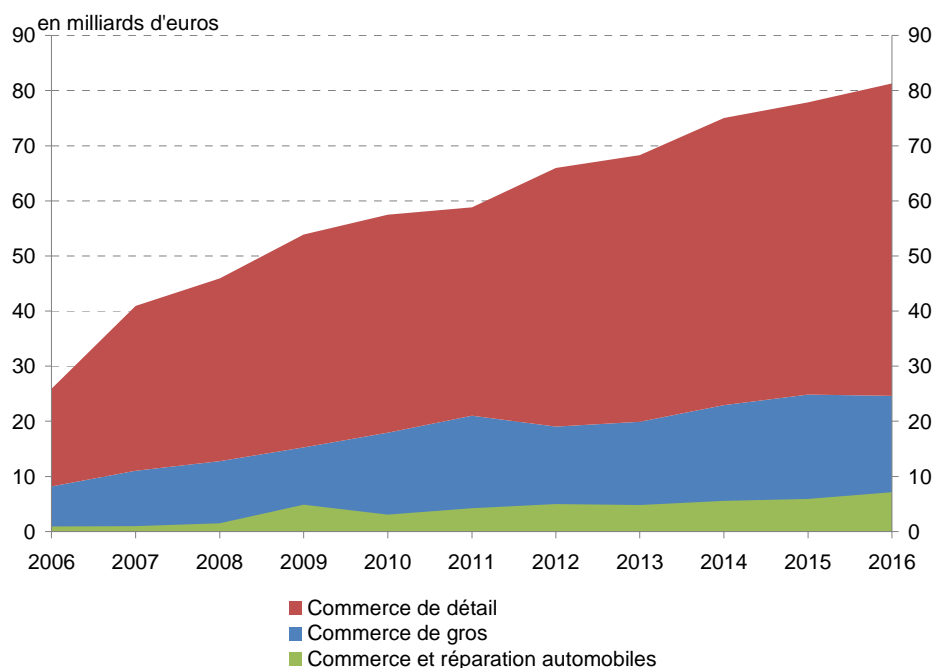
La ventilation par activité économique est effectuée sur la base de la naf rev2. La classification sectorielle est effectuée en fonction du secteur d'appartenance des investisseurs directs résidents pour les investissements directs français à l'étranger et du secteur d'appartenance des entreprises investies pour les investissements directs étrangers en France. Les sociétés holdings appartenant à un groupe coté sont reclassées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.2 - Huit groupes investisseurs concentrent 70 % des investissements du secteur du commerce à l'étranger

Huit acteurs concentrent plus de 70 % des investissements à l'étranger du secteur du commerce résident : les groupes Carrefour, Auchan, Kering, Kingfisher (Castorama, Brico dépôt), Casino, LVMH, Décathlon et Fnac.

Le commerce de détail demeure le premier secteur investisseur du commerce à l'étranger (57 milliards d'euros en 2016) porté par le commerce de détail en magasin non spécialisé (48 milliards). Le commerce de gros détient un encours de 25 milliards fin 2016. Le commerce et la réparation automobile ferment la marche avec 7 milliards d'euros.

Graphique 3 : Evolution de la composition sectorielle du stock d'investissements directs français à l'étranger des entreprises commerciales



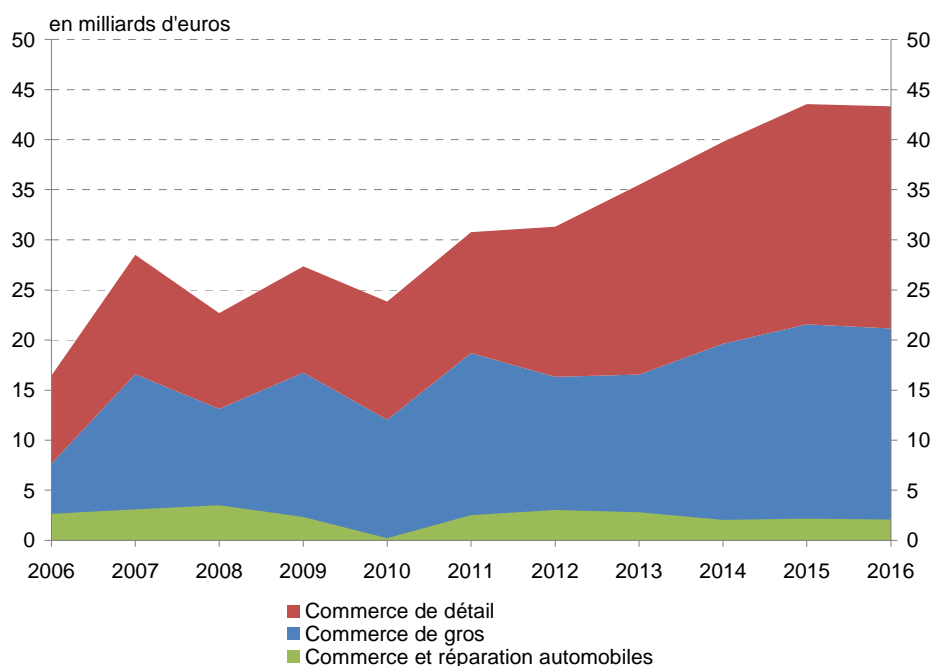
Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

Les flux cumulés d'investissements directs français à l'étranger dans le commerce dépassent 10 milliards sur les cinq derniers exercices, dont plus de la moitié dans le commerce de détail. Cela représente 6 % de l'ensemble des investissements directs français à l'étranger. 2016 est notamment marqué par l'OPA de la Fnac sur le groupe Darty Plc au Royaume-Uni.

Les investissements directs étrangers dans le secteur du commerce en France sont moins concentrés que pour les investissements français à l'étranger. Quelques gros opérateurs sont toutefois investis par des non-résidents, notamment Carrefour, Kingfisher (Castorama, Brico dépôt), Casino, CFAO, spécialisé dans la distribution de biens de consommation courante en Afrique, et Conforama.

Le commerce de détail recueille l'essentiel des investissements directs étrangers dans les entreprises commerciales résidentes. Au premier rang figure le **commerce de détail non alimentaire en magasins spécialisés** (12 milliards), suivi du **commerce de détail en magasins non spécialisés** (10 milliards).

Graphique 4 : Evolution de la composition sectorielle du stock d'investissements directs étrangers dans des entreprises commerciales résidentes



Source: Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

Les flux cumulés des investissements étrangers dans le secteur du commerce en France atteignent 12 milliards sur les cinq dernières années, concentrés dans le commerce de détail. **Cela représente plus de 11 % des investissements directs étrangers en France depuis 2012.**

2.3 - Les pays de l'Union européenne sont les principaux partenaires ²⁴

L'Union européenne est la principale destination immédiate des investissements directs français à l'étranger (tableau 11). Avec 71 milliards d'euros fin 2016, elle compte pour 80 % du total des investissements directs effectués par des entreprises commerciales résidentes à l'étranger. Les principaux pays d'accueil, qui sont pour partie des pays de transit, sont les **Pays-Bas**, suivis par la **Belgique** et le **Royaume-Uni**.

²⁴ La ventilation géographique des investissements directs français à l'étranger ou étrangers en France est faite en fonction du pays immédiat de destination ou de provenance des fonds, sans tenir compte de la localisation du destinataire final ou de l'investisseur ultime. Ainsi, lorsqu'une entreprise non résidente investit en France via le Luxembourg, l'investissement sera attribué au Luxembourg et non au pays qui est à l'origine de l'investissement.

Tableau 11 : Stocks d'investissements directs à l'étranger des entreprises commerciales résidentes (en valeur mixte), par pays de destination (premier pays de contrepartie)

<i>En milliards d'euros</i>	2012	2013	2014	2015	2016
Union européenne (à 28)	54,1	57,6	63,1	67,0	70,8
Union économique et monétaire à 19	43,7	46,6	51,2	53,4	57,2
Allemagne	5,0	5,3	4,6	5,9	7,2
Belgique	9,9	14,0	14,9	15,4	16,3
Espagne	6,1	5,8	6,1	6,2	6,1
Italie	1,5	1,4	1,8	1,6	1,9
Luxembourg	1,4	0,6	0,6	0,6	1,5
Pays-Bas	18,9	18,6	22,5	22,8	23,3
Autres pays de l'Union européenne	10,4	11,0	11,9	13,6	13,6
Pologne	2,0	2,2	2,1	2,9	2,9
République tchèque	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
Roumanie	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Royaume-Uni	7,1	7,6	8,5	9,3	9,1
Autres pays industrialisés	5,0	4,3	4,7	4,5	5,2
États-Unis	2,6	2,6	3,2	2,3	2,8
Japon	0,6	0,4	0,4	0,3	0,5
Suisse	0,8	0,6	0,2	1,1	1,2
Reste du monde	11,9	11,3	12,8	12,4	12,5
Brésil	2,8	2,6	3,1	2,4	3,0
Chine	1,9	2,0	1,2	1,5	1,4
Russie	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5
Turquie	0,5	0,4	0,5	0,5	0,1
Total	71,0	73,1	80,6	83,8	88,5

Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

Établie sur la base du pays de provenance immédiate des capitaux, la ventilation géographique des stocks d'investissements directs étrangers dans le commerce en France souligne là-aussi le poids prépondérant des pays de l'**Union européenne** : 36 milliards fin 2016. Les premiers pays de provenance immédiate sont le **Luxembourg**, l'**Allemagne** et les **Pays-Bas**.

Tableau 12 : Stocks d'investissements directs à l'étranger des entreprises commerciales résidentes (en valeur mixte), par pays d'origine (premier pays de contrepartie)

<i>En milliards d'euros</i>	2012	2013	2014	2015	2016
Union européenne (à 28)	27,5	30,9	34,2	36,2	36,0
Union économique et monétaire à 19	23,0	27,3	29,3	31,4	30,7
Allemagne	5,9	5,4	6,1	5,9	5,6
Belgique	0,7	1,8	2,5	2,5	2,3
Espagne	1,4	0,5	0,4	1,1	1,2
Irlande	0,2	0,2	0,3	0,4	0,2
Italie	1,1	1,9	1,6	1,9	1,9
Luxembourg	5,8	11,0	10,7	11,1	10,9
Pays-Bas	6,7	5,5	5,7	6,6	6,4
Autres pays de l'Union européenne	4,5	3,6	4,9	4,8	5,3
Royaume-Uni	3,1	2,4	3,7	3,7	4,2
Suède	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
Autres pays industrialisés	5,3	5,8	6,1	7,8	8,1
États-Unis	1,1	1,3	1,4	1,5	1,7
Japon	3,6	3,4	3,2	3,6	3,8
Suisse	0,6	1,0	1,4	2,7	2,6
Reste du monde	1,6	1,6	1,5	1,7	1,3
Total	34,4	38,3	41,8	45,7	45,4

Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

2.4 - L'origine ultime des investissements directs étrangers modifie la hiérarchie des pays investisseurs en France

La ventilation des stocks d'investissements directs étrangers en France selon le pays de résidence de l'investisseur ultime repose sur le système d'information sur les liaisons financières (LiFi) de l'Insee. Recommandée par l'OCDE, cette approche complémentaire fournit une analyse plus précise de l'origine géographique réelle des fonds investis dans les entreprises résidentes²⁵. Elle est calculée jusqu'en 2015, les informations nécessaires n'étant pas encore disponibles pour 2016.

L'attribution des investissements directs au pays de la tête de groupe de l'investisseur modifie la hiérarchie des principaux pays investisseurs en France par rapport au classement établi sur la base du pays de provenance immédiate des fonds investis (tableau 13).

Les premiers pays investisseurs en France dans le secteur du commerce sont ainsi l'**Allemagne**, le **Royaume-Uni**, le **Japon** et les **États-Unis**. Les **Pays-Bas** et le **Luxembourg** voient leurs encours fortement réduits par rapport à la ventilation géographique établie selon le pays de provenance immédiate.

Dans cette approche la France est également présente parmi les investisseurs directs dans l'hexagone avec un encours de 2,3 milliards à la fin de 2015. Plusieurs groupes multinationaux français, tels que Carrefour, Auchan ou Casino, disposent en effet de réseaux internationaux de filiales susceptibles de détenir des participations financières en France pour le compte du groupe. Ces groupes français détiennent plusieurs filiales résidentes via un réseau de sociétés holdings localisées à l'étranger (notamment aux Pays-Bas, au Luxembourg ou en Belgique).

Tableau 13 : Stocks d'investissements directs à l'étranger des entreprises commerciales résidentes (en valeur mixte), par pays d'origine (pays de l'investisseur ultime)

En milliards d'euros	2012	2013	2014	2015	2016
France	1,9	1,6	1,4	2,3	nd
Union européenne (à 27)	22,9	25,7	25,2	25,6	nd
Union économique et monétaire à 18	14,8	16,6	17,5	17,5	nd
Allemagne	5,6	5,6	6,0	7,2	nd
Belgique	1,1	1,2	1,8	1,5	nd
Espagne	1,1	1,6	1,3	1,4	nd
Irlande	0,2	0,3	0,4	0,4	nd
Italie	3,2	2,5	1,8	1,8	nd
Luxembourg	2,2	3,9	3,9	3,8	nd
Pays-Bas	1,0	0,9	2,1	1,0	nd
Autres pays de l'Union européenne	8,0	9,1	7,7	8,1	nd
Royaume-Uni	6,6	7,5	6,3	6,7	nd
Suède	0,5	0,6	0,5	0,7	nd
Autres pays industrialisés	7,1	7,9	10,6	12,3	nd
États-Unis	1,3	1,5	3,3	4,3	nd
Japon	4,2	4,0	4,0	4,7	nd
Suisse	1,6	2,3	2,9	3,0	nd
Reste du monde	2,4	3,1	4,7	5,6	nd
Chine et Hong-Kong	0,2	0,2	0,5	0,8	nd
Total	34,4	38,3	41,8	45,7	45,4
Total hors France	32,4	36,7	40,4	43,5	nd

Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

²⁵ A l'inverse, il n'est pas possible pour l'instant d'établir de ventilation géographique des investissements directs français à l'étranger selon les pays de destination ultime, compte tenu de l'absence des données nécessaires.

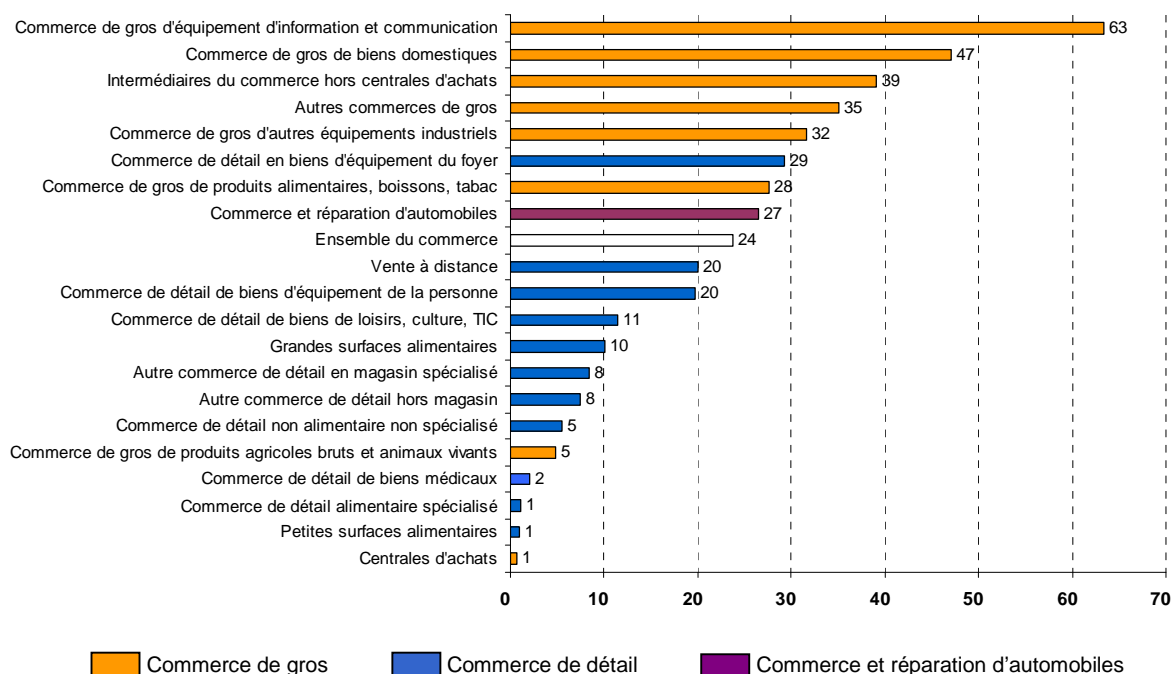
3 - Les groupes étrangers réalisent un quart du chiffre d'affaires des sociétés commerciales

3.1 - La part des groupes étrangers est plus forte dans le commerce de gros

En 2015, les filiales commerciales résidentes contrôlées par des groupes étrangers ont réalisé un chiffre d'affaires de 334 milliards d'euros, soit 24 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des opérateurs commerciaux intervenant sur le territoire français.

Dans le commerce de gros (hors intermédiaires), les filiales résidentes de groupes étrangers réalisent 35 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur en 2015. C'est dans ce secteur que la part des filiales de groupes étrangers est la plus importante. En effet, outre les filiales commerciales de sociétés étrangères, ce secteur inclut les filiales de commercialisation des opérateurs industriels distribuant leurs produits en France. Pour les mêmes raisons, les filiales de sociétés étrangères détiennent une place importante dans le commerce et la réparation d'automobiles (27 %). En revanche, la part des filiales de sociétés étrangères est plus faible dans le commerce de détail (12 %).

Graphique 5 : part du chiffre d'affaires des filiales en France de groupes étrangers en 2015, selon le secteur d'activité (en %)



Source : Insee-Lifi, Comptes du commerce

Au sein du commerce de gros, l'activité des filiales sous contrôle étranger est dominante dans l'équipement de l'information et de la communication (63 %) et dépasse le quart du chiffre d'affaires total dans les autres secteurs, à l'exception du commerce de gros de produits agricoles bruts où elle reste marginale (5 %).

Parmi les intermédiaires du commerce, la présence étrangère est très faible dans les centrales d'achats (1 %), mais importante au sein des autres intermédiaires (39 %).

Dans le commerce et la réparation d'automobiles, la part des filiales de groupes étrangers (27 %) ne reflète pas complètement le poids des constructeurs automobiles étrangers dans la distribution d'automobiles en France. En effet, les concessionnaires automobiles en France distribuant des marques étrangères sont liés par contrat et non par des liens financiers avec les constructeurs automobiles étrangers ou leur filiale de commercialisation établie en France.

Dans le commerce de détail, le contrôle étranger est modeste. Les groupes étrangers sont surtout présents dans l'équipement du foyer (29 %), l'équipement de la personne (20 %) et la vente à distance (20 %). Ils

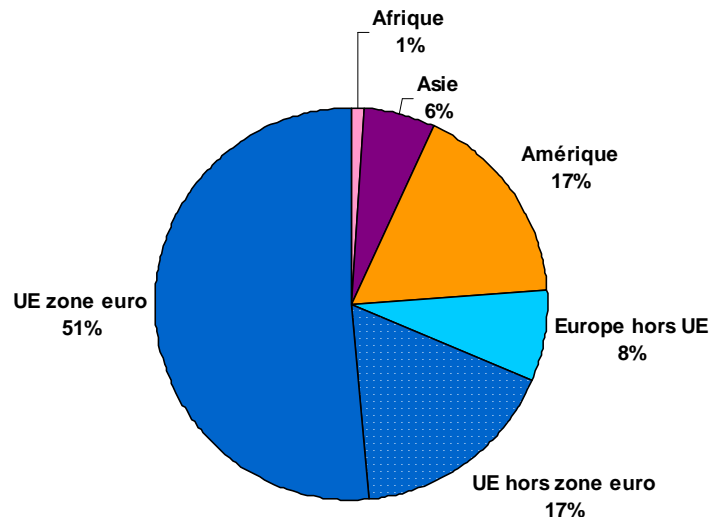
sont quasiment absents, en revanche, du commerce de biens médicaux, du commerce alimentaire spécialisé et des petites surfaces alimentaires, secteurs dans lesquels le poids des unités légales indépendantes est prépondérant.

3.2 - Les groupes européens contrôlent plus des trois quarts de l'activité des filiales commerciales des groupes étrangers

Les groupes originaires du continent européen dominent nettement au sein des groupes étrangers ayant une activité commerciale en France. Leurs filiales réalisent en 2015 plus des trois quarts du chiffre d'affaires de l'ensemble des filiales commerciales résidentes de groupes étrangers. Parmi ces groupes européens, les groupes originaires de l'Union Européenne (UE) pèsent pour plus des deux tiers de l'activité commerciale des groupes étrangers contre 8 % pour les filiales commerciales de groupes européens n'appartenant pas à l'UE. Au sein des groupes originaires de l'UE, les groupes de la zone euro prédominent.

Les filiales de groupes non européens (un peu moins d'un quart du chiffre d'affaires total) sont majoritairement contrôlées par des groupes situés sur le continent américain (17 %) et, dans une moindre mesure, en Asie (6 %). Le poids des groupes africains est très faible (1 %).

Graphique 6 : Répartition du chiffre d'affaires des filiales commerciales des groupes étrangers par zone géographique d'origine du groupe en 2015 (en %)



Source : Insee-Lifi

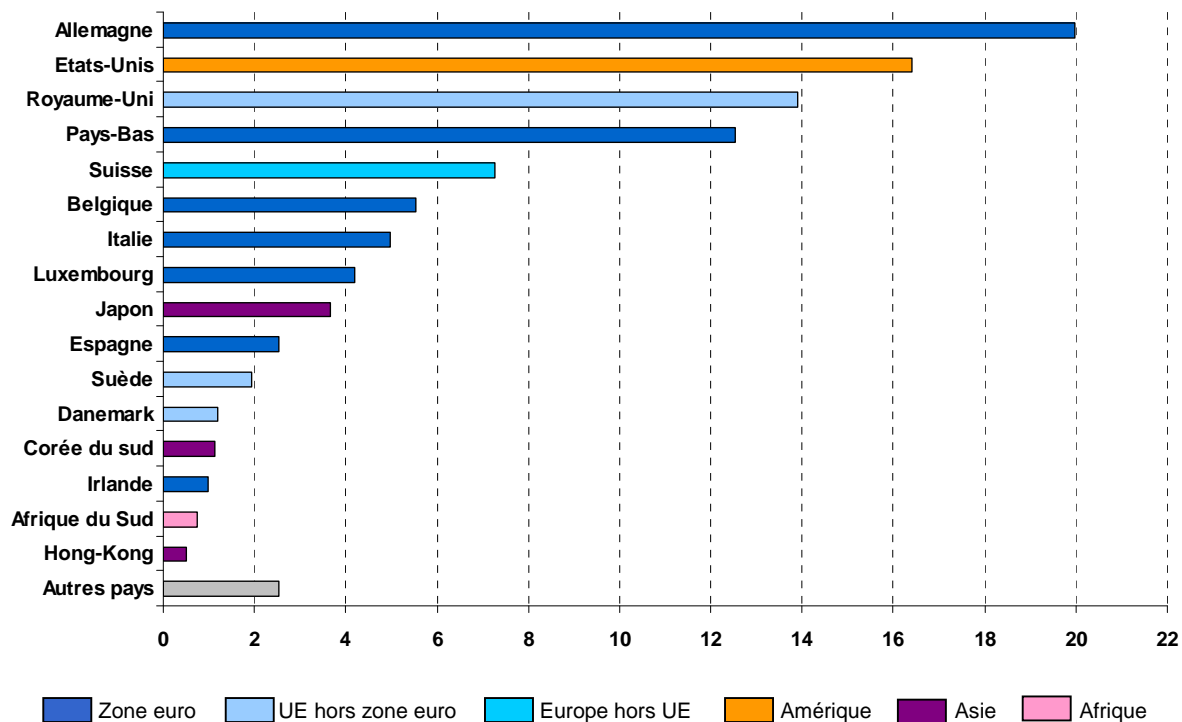
Note de lecture : 51 % du chiffre d'affaires des filiales commerciales en France de groupes étrangers a été réalisé par des filiales de groupes originaires de pays européens appartenant à la zone euro

Avec 20 % de l'activité des implantations commerciales étrangères, l'Allemagne est le pays le plus présent. Ses filiales se trouvent principalement dans le commerce de véhicules automobiles (Volkswagen, Porsche, Daimler) et les supermarchés (Lidl, Aldi).

Les filiales commerciales des groupes des Etats-Unis (16 % du chiffre d'affaires des filiales de groupes étrangers) et des groupes suisses (7 %) exercent les neuf dixièmes de leur activité dans le commerce de gros, en particulier dans le commerce de gros de produits pharmaceutiques (les Américains McKesson corporation, Merck ou Pfizer, les Suisses Alliance healthcare, Novartis ou Roche) et, pour les groupes américains, d'ordinateurs (Hewlett-Packard, Dell). Les groupes britanniques (14 %) et néerlandais (13 %) sont également plus souvent présents dans le commerce de gros, où leurs filiales commerciales réalisent près des trois quarts de leur chiffre d'affaires. Celles-ci sont implantées notamment dans le commerce de

gros de combustibles (le britannique BP, les néerlandais Shell et SHV energy), de produits à base de tabac (le groupe britannique Imperial brands à travers sa filiale logistique Logista) et dans le commerce de gros alimentaire non spécialisé (le groupe néerlandais Unilever).

Graphique 7 : Répartition du chiffre d'affaires des filiales commerciales des groupes étrangers par nationalité d'origine du groupe en 2015 (en %)



Source : Insee-Lifi

Note de lecture : 20 % du chiffre d'affaires des filiales commerciales en France de groupes étrangers a été réalisé par des filiales de groupes allemands

Les investissements directs à l'étranger

Les statistiques d'investissements directs étrangers (IDE), produites par la Banque de France, sont établies conformément à la méthodologie dite « du principe directionnel étendu », recommandée par le 6^{ème} manuel de balance des paiements du FMI (2008). Celle-ci constitue la norme officielle dans l'Union européenne. Pour des raisons d'homogénéité des séries statistiques, les données géographiques et sectorielles historiques ont été retraitées selon la même méthodologie. Par ailleurs, ces séries sont établies en « valeur mixte » : les investissements en capitaux propres dans des sociétés cotées sur les marchés financiers sont comptabilisés en valeur de marché, tandis que les investissements dans des sociétés non cotées sont mesurés en valeur comptable.

L'application de la règle « du principe directionnel étendu » consiste à classer les prêts intra-groupes entre sociétés sœurs (c'est-à-dire sans lien direct en capital social entre elles ou avec une participation de l'une au capital de l'autre inférieure à 10 %) en investissements directs français à l'étranger lorsque la tête de groupe est française et en investissements directs étrangers en France lorsque la tête de groupe est étrangère, et non plus en fonction du pays de résidence de la société créancière.

L'objectif de ce reclassement est de neutraliser les flux et les stocks d'investissements directs entrants et sortants liés au développement par les multinationales de réseaux internationaux de filiales susceptibles de porter des créances et des engagements intra-groupes (enregistrés jusqu'alors dans les IDE). Ainsi, certaines filiales résidentes d'un groupe français peuvent dégager des excédents de trésorerie alors que d'autres ont des besoins de trésorerie. Lorsque le centre de trésorerie du groupe est à l'étranger, les créances des premières étaient enregistrées, dans l'ancienne méthodologie, en investissements français à l'étranger alors que les engagements des secondes figuraient en investissements étrangers en France.

Dans la nouvelle méthodologie, la position nette, positive ou négative, vis-à-vis du centre de trésorerie non résident figure uniquement dans les investissements français à l'étranger, ce qui a pour effet de réduire du même montant les investissements entrants et sortants. Il faut noter que cette méthode de classement peut conduire à des stocks négatifs. Les encours négatifs correspondent au cas de groupes puisant davantage de fonds dans la trésorerie de leurs filiales étrangères que ce qu'ils y ont investi.

Des explications détaillées sur la méthodologie de la balance des paiements peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous :

<https://www.banque-france.fr/> > Statistiques > Balance des paiements > La balance des paiements et la position extérieure

Des séries statistiques depuis 2000 par pays et secteur d'activité sont disponibles à l'adresse suivante :
<https://www.banque-france.fr/> > Statistiques > Balance des paiements > Les investissements directs